

CODESRIA

Bulletin

Numéros / Numbers 5&6, 2020

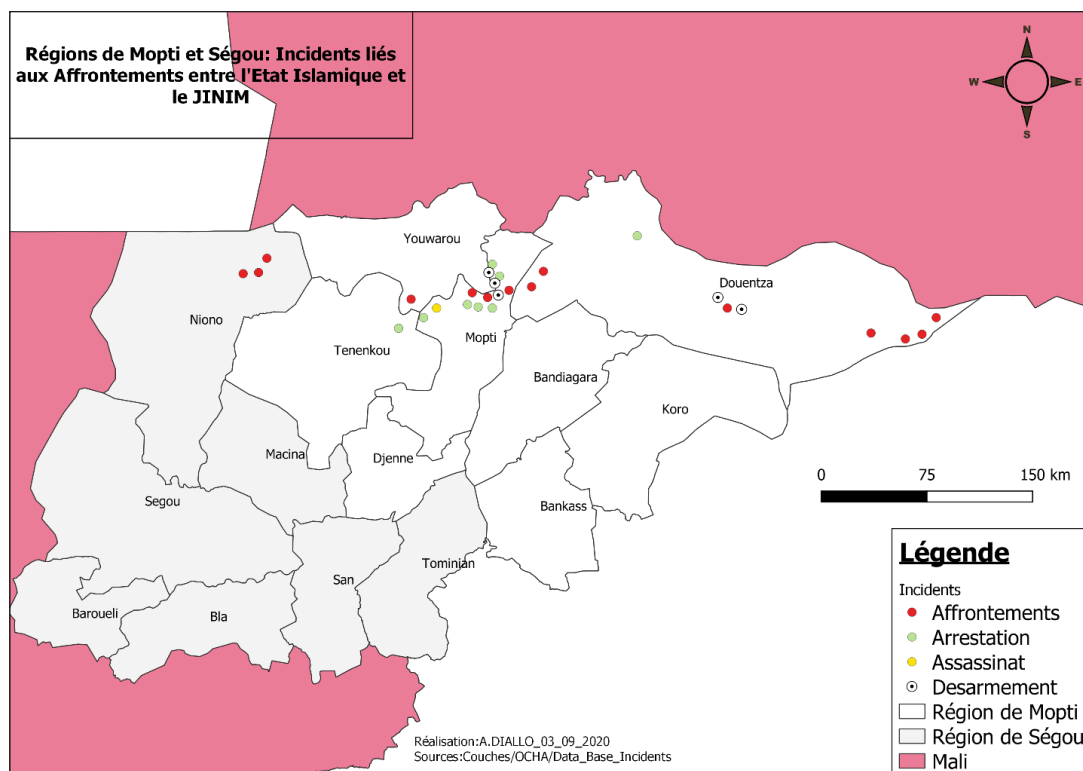
ISSN 0850 - 8712

Numéro spécial

La crise au Mali et dans la région du Sahel

Special Issue

The Crisis in Mali and in the Sahel Region



Dans ce numéro / In this Issue

<i>Éditorial, Godwin R. Murunga & Ibrahim O. Ogachi</i>	3
<i>Editorial, Godwin R. Murunga & Ibrahim O. Ogachi</i>	5
<i>Introduction : Mali, la crise de 2020, Amy Niang</i>	7
<i>Introduction: Mali, the 2020 Crisis, Amy Niang</i>	10
1. <i>Éléments du dilemme malien, Abdourahmane Idrissa</i>	13
2. <i>De quoi le coup d'État du 18 août est-il le nom ? Ousmane A. Diallo</i>	15
3. <i>La gouvernance djihadiste : cas de la katiba Macina dans le cercle de Mopti Yida Seydou Diall</i>	17
4. <i>JNIM vs EIGS : aux racines profondes de la divergence, Amadou Diallo</i>	19
5. <i>Struggle, Neglect and Archives, Madina Thiam</i>	21
6. <i>Mali's Corona Coup of 2020: Untangling a Vicious Cycle, Kodjo Tchioffo</i>	23
7. <i>Les enjeux de la violence dite communautaire au Centre du Mali comme facteur important dans la crise actuelle, Modibo Galy Cissé</i>	26
8. <i>Intervention militaire et constitutionnalisme, Siba N'Zatioula Grovogui</i>	28
9. <i>La problématique de l'inclusivité de la transition politique : une analyse des attentes des Maliens au prisme du diktat de la CEDEAO, Bréma Ely Dicko</i>	30
10. <i>De l'euphorie du coup d'État à une transition peu consensuelle, Aly Tounkara</i>	32
11. <i>The Many Entanglements of the Malian Conflict, Oumar Ba</i>	33
12. <i>La rupture de l'ordre démocratique comme aboutissement de la gouvernance chaotique, Kawelé Togola</i>	36
13. <i>Au-delà de la crise au Sahel : enjeux et perspectives pour l'Afrique Entretien avec le professeur Abdoulaye Bathily, Entretien conduit par Dr Amy Niang, transcrit par Leonide Azah Awah</i>	38

Éditorial

Ce numéro double du Bulletin du CODESRIA clôture l'année 2020. Il marque la mise en œuvre réussie d'une décision d'accroître, de quatre à six, le nombre annuel de parutions du Bulletin. Cette initiative est complétée par l'introduction du Bulletin en ligne du CODESRIA, qui sollicite et publie des articles sur des questions urgentes nécessitant une intervention immédiate du Conseil. En 2020, le Conseil a publié dix articles dans le Bulletin en ligne.

Ce numéro double porte sur la situation au Mali, un pays qui, depuis son indépendance de la France en 1960, a connu des décennies de violence et d'instabilité. Depuis janvier 2020, le Mali a été le théâtre d'une série d'attaques de divers groupes « djihadistes » et d'une instabilité politique interne qui a finalement conduit à un coup d'État et au renversement du président Ibrahim Boubacar Keïta en août 2020. Les décennies de violence et d'instabilité au Mali ont souvent provoqué l'intervention d'acteurs extérieurs d'une manière qui a soulevé l'importante question de la nature de l'État en Afrique et de son contrat social avec les citoyens. Cette question ne concerne pas seulement le Mali. Dans un monde de plus en plus interconnecté, où une éruption dans un coin devient facilement une perturbation qui se propage ailleurs, nous ne pouvons que considérer le récent coup d'État au Mali comme une crise nationale aux répercussions régionales plus larges. Les articles de ce numéro du Bulletin illustrent clairement ce point. La dimension de loin la plus importante à cet égard est que le Mali a été le terrain de jeu de nombreux intérêts étrangers qui l'emportent parfois sur ceux des acteurs régionaux et locaux. Les querelles entre puissances européennes d'une part, et la CEDEAO et l'UA, d'autre part, en sont un exemple.

Le Mali est un important acteur dans l'architecture de la sécurité des pays sahéliens. Pour plusieurs raisons, le Sahel a été, pendant un temps, le centre d'attention. Pour beaucoup, il est difficile d'appréhender les défis du Mali en dehors de l'histoire et du contexte sahéliens qui définissent cette région. En outre, l'attention portée au Mali fait écho, à bien des égards, à celle des

pays sahéliens dans leurs relations avec les acteurs extérieurs, dont beaucoup sont largement motivés par des questions de sécurité et perçoivent la région sous l'angle strict celle-ci. L'intensité de ce regard sécuritaire sur et autour de la région a, par conséquent, caché plus qu'elle n'a révélé la riche histoire et la diversité culturelle de la région. En percevant la région sous cet unique angle, l'action des personnes qui y vivent a également été remise en question, contournée et, dans de nombreux cas, rejetée comme étant sans rapport avec l'histoire du Sahel. C'est presque comme si le Mali, comme le reste du Sahel, était important pour tous sauf pour ceux qui y vivent en permanence.

Pourtant, le Mali, et le Sahel en général, ont une histoire profonde et enviable, et une riche civilisation. Le Sahel a été le lieu de civilisations précoloniales, de processus de construction d'empires et de formation d'États dont l'existence est souvent occultée ou ignorée dans les analyses sur la sécurité. Le riche héritage de ce passé est une abondance de traditions et de cultures, dont beaucoup ont une continuité dans le présent. Cela s'est également accompagné de progrès dans l'éducation et la documentation produits, en partie, par de larges mouvements et interactions de populations de la région.

Perçues historiquement, les tentatives de territorialisation des expériences sahéliennes dans six pays définis par la colonisation ont été contestées et suivies d'essais de déterritorialisation, et une accumulation de modes de vie éclectiques unis à la fois par la langue et la culture, mais aussi perturbés par la guerre, les conflits et l'esclavage. Voilà pourquoi le Sahel est un pont. Cela n'a pas arrangé les choses que la région soit une zone aux conditions climatiques défavorables. Le cadre écologique a ici influencé l'action humaine, de manière à singulariser la région du reste de l'Afrique au sud du Sahara, tout en la positionnant comme un connecteur avec le Maghreb et l'Afrique du Nord. En d'autres termes, contrairement à la pensée eurocentrique, le Sahel apparaît comme une zone de continuités plutôt que de ruptures.

La richesse du Mali a créé des histoires et des images de l'Afrique, par sa tradition d'alphabétisation et d'arts qui est aujourd'hui le champ de mines de nouveaux « missionnaires » et des « explorateurs » qui font fi de la prudence et revendiquent la « découverte », oui, la découverte de riches bibliothèques. Dans la recherche de nouvelles « découvertes » au Sahel, la tendance à procéder à une inclusion limitée, souvent symbolique, de ceux qui habitent la région persiste. C'est dans le but d'y remédier et de revendiquer une participation africaine dans le riche patrimoine que la région porte pour le continent, que le CODESRIA, en collaboration avec le Human Science Research Council d'Afrique du Sud (HSRC), a soutenu l'étude sur Tombouctou qui a abouti à la publication, en 2008, d'un volume édité par Shamil Jeppie et Souleymane Bachir Diagne et intitulé *Tombouctou : pour une histoire de l'érudition en Afrique de l'Ouest*.

Le Conseil est convaincu qu'il est temps d'enraciner la participation africaine dans l'histoire sahéenne, et le faire en accordant la priorité à l'action de ceux qui vivent et pratiquent le Sahel. Ce numéro spécial est un bon début. Avec les conseils avisés d'Amy Niang, rédactrice invitée, elle-même universitaire avec un grand intérêt et une réputation établie de publication sur le Sahel, ce numéro spécial du Bulletin est une réflexion nouvelle et provocatrice sur la situation au Mali et au Sahel, et propose des idées pertinentes de politique nécessaires pour repenser la région. Les contributeurs ont une histoire d'engagement et d'investissement dans la recherche et les politiques de la région. Le CODESRIA espère que ce travail sera une opportunité de nouveau dialogue qui interroge les hypothèses existantes et ouvre de nouvelles perspectives de recherche au-delà du discours sur la sécurité.

En prélude à un projet de long terme sur le Sahel, le CODESRIA accorde une attention particulière à la région en tant que creuset de traditions, de cultures et d'histoires ayant survécu à des siècles d'adversité géographique, et a même généré des histoires qui ont été une réponse à, et une manipulation de, ces adversités. Le Sahel a été un point de convergence et de divergence, un pont entre des réalités spatiales éloignées. Comprendre cette diversité et ses implications pour la créativité humaine, y compris pour les arts et les sciences humaines, est devenu une priorité pour le projet de recherche que le Conseil entend poursuivre.

En 2021, le Conseil, en collaboration avec le Conseil arabe des sciences sociales basé à Beyrouth, poursuivra certaines des questions et pistes de recherche contenues dans ce numéro spécial. Nous espérons que cette collaboration créera des opportunités pour les chercheurs du Sahel de réfléchir à l'évolution de la situation dans la région et de favoriser un engagement renouvelé entre les chercheurs du Sahel et d'Afrique du Nord. Le projet de recherche, à bien des égards, poursuivra là où l'étude sur Tombouctou citée ci-dessus s'est arrêtée. Ce faisant, le Conseil revitalisera la recherche dans des établissements d'enseignement supérieur du Sahel, minés et déprimés par une combinaison de défis politiques et économiques.

Godwin R. Murunga

Le Secrétaire exécutif,
CODESRIA

&

Ibrahim O. Ogachi

Chef des Publications et
de la Dissémination (par intérim,
CODESRIA

Editorial

This double issue of the *CODESRIA Bulletin* is the final one for 2020. The issue marks the successful implementation of a decision to increase the number of issues of the bulletin annually from four to six. This increase has been complemented by the introduction of The CODESRIA Bulletin Online which solicits and publishes articles on time-sensitive issues needing immediate intervention by the Council. In 2020, the Council published ten articles on the online version of the Bulletin.

This double issue focuses on the situation in Mali, a country that has faced decades of violence and instability since gaining independence from France in 1960. Since January 2020, Mali has witnessed a series of attacks by various “Jihadists” groups and internal political instability that finally led to a coup and the overthrow of President Ibrahim Boubacar Keïta in August 2020. The decades of violence and instability in Mali have often drawn the intervention of external actors in ways that have raised the significant question of the nature of the state in Africa and its social contract with citizens. This is of concern not only to Mali. The articles in this Bulletin clearly illustrate that in a world that is increasingly interconnected, where an eruption in one corner easily becomes a reverberating disruption elsewhere, we cannot but see the recent coup in Mali as a national crisis with wider regional consequences. By far the most important dimension to this is that Mali has been a playground of numerous foreign interests that at times trump those of regional and local actors. The contentions between European powers on the one hand and ECOWAS and AU on the other hand is a case in point.

Mali is an important player in the design of the security of countries of the Sahel, which has been a centre of attention for a while for several reasons. For many, it is difficult to see the challenges in Mali outside the context and history that defines the region. Further, the attention Mali has attracted mimics in many ways the ‘norm’ Sahelian countries experience in their relations

with external actors, driven largely by security concerns, and who perceive the region strictly through security lens. The intensity of this security gaze in and around the region has, as a consequence, hidden more than it has revealed about the rich history and cultural diversity of the region. By subsuming the region under this one lens, the agency of people who live here has also been questioned, sidestepped and in many cases dismissed as irrelevant to the story of the Sahel. It is almost as if Mali, as with the rest of the Sahel, is important to everyone else except those who actually belong there.

Yet Mali, and the Sahel in general, has a deep and enviable history as well as a rich civilisation. The Sahel has been the centre of pre-colonial civilisations, empire building and state formation processes whose existence is often erased or ignored in security-centred analyses. The rich legacy of this past is a plethora of traditions and cultures, many of which enjoy continuity into the present. This has also been accompanied by advances in learning and documentation produced, in part, by extended movements and interactions of people in the region.

Perceived historically, attempts at territorialising the Sahelian experiences into six colonially defined countries have been challenged and followed with tendencies towards de-territorialisation and, with this, an accumulation of eclectic ways of life at once united by language and culture but also disrupted by war, conflicts and slavery. This is the reason the Sahel is a bridge. That the region is located in an area of adverse climatic conditions has not helped matters. The ecological framework has influenced human agency here in ways that differentiates it from the rest of Africa south of the Sahara, while also positioning it as a connector to the Maghreb and North Africa. In other words, the Sahel has emerged, contrary to Eurocentric thinking, as a zone of continuities rather than dis-junctures.

The richness of Mali has shaped histories and images of Africa specially because of its enviable tradition of literacy and the arts that is today the minefield of later-day ‘missionaries’ and ‘explorers’ who have thrown caution to the wind to claim ‘discovery’, yes, discovery of rich libraries. In the search for new ‘discoveries’ in the Sahel, the tendency to proceed with limited, often just token, inclusion of those who inhabit the region has persisted. It was with the aim of rectifying this and claiming an African stake in the rich heritage the region carries for the continent, that CODESRIA, in collaboration with Human Sciences Research Council of South Africa (HSRC), supported the study on Timbuktu which resulted in the publication of an edited volume by Shamil Jeppie and Souleymane Bachir Diagne titled *The Meaning of Timbuktu* in 2008.

The Council is convinced it is time to entrench the African stake in the Sahelian story and to do so by prioritising the agency of those who live and experience the Sahel. This special issue is a fine start. With the able guidance of guest editor Amy Niang, an academic with enormous interest in and an established record of publishing on the Sahel, this special issue of the Bulletin provides updated and provocative thinking on the situation in Mali and the Sahel, and suggests policy relevant ideas needed for re-imagining the region. The contributors have a record of commitment and investment in research and policy work in the region, and CODESRIA hopes this becomes an opportunity for a fresh dialogue that challenges existing assumptions and opens new vistas of work beyond the security narrative.

Preparatory to the possibility of a long-term project on the Sahel, CODESRIA has paid attention to the region as a melting pot of traditions, cultures and histories that have survived centuries of geographical adversity, and even generated histories that were a response to, and a manipulation of, those adversities. The Sahel has been a point of convergence and divergence, a bridge between distant spatial realities. Understanding this diversity and its implication for human creativity, including for the arts and humanities, has become a priority for the research project the Council aims to pursue.

In 2021, the Council, working in collaboration with the Beirut-based Arab Council for the Social Sciences, will pursue some of the questions and research directions/paths contained in this special issue. We hope that this collaboration will create opportunities for researchers within the Sahel to reflect on the evolving situation in the region and foster renewed engagement between researchers in the Sahel and North Africa. The research project will, in many ways, pick from and continue from where the Timbuktu study cited above left. In so doing, the Council will be well on its way to revitalising research for select tertiary institutions in the Sahel that have been undermined and depressed by a combination of challenges at the political and economic levels.

Godwin R. Murunga
Executive Secretary,
CODESRIA

&

Ibrahim O. Ogachi
Acting Head of Publications
and Dissemination,
CODESRIA

Introduction : Mali, la crise de 2020

La crise au Mali est aussi une crise du Sahel. C'est une crise intrinsèquement liée à un processus plus large de dislocation qui a englouti la région du nord-ouest de l'Afrique depuis 2011. Il s'agit d'une dislocation qui est d'une part orchestrée, et d'autre part le résultat inévitable de régimes de gouvernance profondément défaillants. Le gouvernement français a armé le Conseil national de transition de Libye à la suite de l'assassinat de Mouammar Kadhafi, dans lequel la France a joué un rôle décisif. La recrudescence du militantisme armé et des attaques terroristes qui s'en sont suivies ont affaibli une situation sécuritaire déjà précaire, notamment au Burkina Faso, au Niger et au Mali. En outre, une intervention multilatérale complexe a créé des structures de gouvernance qui se chevauchent. En fait, depuis que le Sahel est devenu un front dans la guerre contre le terrorisme, on a assisté à une prolifération d'initiatives sécuritaires aux objectifs politiques différents, et parfois antagonistes ; ces initiatives ont inévitablement créé les conditions d'une insécurité accrue.

L'intervention militaire juxtapose de ce fait une gouvernance sécuritaire avec les logiques de la gouvernance « normale » ; elle crée ainsi des zones de non-droit, justifie la marginalisation de communautés entières tout en stigmatisant leurs modes de vie. Par ailleurs, la sécurité des intervenants eux-mêmes devient le point de départ de toute réflexion sur la problématique de la sécurité au Sahel dont la spécificité disparaît ainsi dans le langage de la lutte anti-terroriste. Il est en effet inquiétant de voir que la quasi-totalité des États, bailleurs et partenaires sont devenus des « acteurs de la sécurité » au Sahel.

On ne saurait trop insister sur la dimension géopolitique du dilemme malien. Comme le note Oumar Ba à juste titre dans sa contribution, « un diagnostic sérieux du malaise sociopolitique malien ne saurait être complet s'il ne prend pas en considération les acteurs internationaux ; s'ils n'ont pas aggravé une situation déjà instable, ils ne l'ont pas non plus améliorée ». Kodjo Tchioffo de son côté montre à quel point les relations du Mali avec ses partenaires inter-

nationaux sont extrêmement tendues. Selon lui, une configuration coloniale résiduelle et une dépendance structurelle ont effectivement faussé le processus de sélection des dirigeants politiques au fil du temps. Il démontre avec des exemples à l'appui que la relation du Mali avec ses partenaires extérieurs est une relation profondément inégale et problématique qui a conduit à « un alignement pervers [des dirigeants maliens] sur les intérêts étrangers au détriment du bien commun ». L'avènement de la démocratie et sa pratique même s'inscrivent dans une telle logique. L'élite politique accomplit des formalités électorales pour apaiser les pressions extérieures, tout en négligeant les questions fondamentales pour lesquelles elle est mandatée pour gouverner.

La démocratie, quelle démocratie ?

Depuis 2012, les maliens, et le Mali en général sont plongés dans une situation radicalement précaire. La gouvernance a été réduite à une série de stratégies improvisées qui visent à minimiser les perturbations et à atténuer l'instabilité. Elle est basée sur un pilotage à vue sans perspective et sur la distribution de rentes et de récompenses aux effets pervers. Depuis le retour à un régime civil dans les années 1990, chaque gouvernement malien a servi à **démontrer le fait que la légitimité** de ses dirigeants est purement formelle et basée sur un ordre constitutionnel fragile.

A l'instar de ses pairs de l'Afrique de l'Ouest, Ibrahim Boubacar Keïta (IBK) n'a pas su répondre à l'impératif d'une gouvernance éthique susceptible d'atténuer les effets désastreux de plusieurs décennies de politiques d'ajustement structurel néfastes. **Ce que** Madina Thiam appelle « une politique gouvernementale ... de prévarication et de négligence » est devenue la marque de fabrique de la gouvernance dans le Mali postcolonial. Deux conséquences de cette politique de négligence sont apparentes dans la structuration complexe de la violence qui s'est propagée au centre du Mali ces dernières années. Premièrement, la Katiba Macina et d'autres groupes armés ont occupé le vide créé par un État absent, comme le montre minutieu-

sement Amadou Diallo dans son article. Yida Seydou Diallo de son côté examine comment la Katiba a étendu ses tentacules dans le delta intérieur du Niger. En plus d'administrer la justice et d'imposer une nouvelle étiquette sociale, la Katiba prélève les impôts, organise le commerce et l'agriculture et réglemente l'accès aux pâturages. Deuxièmement, l'approche tout sécuritaire du problème de la gouvernance en général a servi de justification à des campagnes meurtrières dirigées contre des communautés spécifiques, l'État cherchant à renforcer la présence de l'armée nationale, les forces armées maliennes (FAMA) à travers la création ou le soutien de milices armées. Dans le centre du Mali, la négligence de l'État et l'appauvrissement des populations alimentent des niveaux de violence sans précédent entre communautés voisines. En fait, comme Bréma Ely Dicko et Modibo Galy Cissé le suggèrent dans leurs textes, la violence intercommunautaire est tolérée, voire fomentée, par les dirigeants politiques. Cissé explique que le ressentiment accumulé contre Bamako, les FAMA et les élites locales (Diowro) a non seulement créé les conditions d'un conflit violent dans le *bourgou*, mais a également semé les graines d'une crise majeure qui conduira finalement à la chute du gouvernement de IBK.

En relation avec ce qui précède, Rahmane Idrissa note dans son analyse la nature de plus en plus controversée de la pratique démocratique en Afrique francophone. L'importance des enjeux liés au succès électoral, l'ineluctabilité des conflits, le durcissement des identités dans la quête du pouvoir et l'érosion du consensus ont fini par produire un mélange toxique.

L'Afrique francophone est la région la plus pauvre du monde et la violence croissante qui caractérise la politique malienne est directement liée à sa condition postcoloniale. C'est une condition créée par la dépendance structurelle et la stagnation économique. Dans l'ensemble, les gouvernements maliens qui se sont succédé n'ont pas réussi à élaborer une politique économique cohérente et autonome qui permette d'exploiter les énormes ressources du pays afin de répondre aux besoins fondamentaux de la population en demande nutritionnelle, sanitaire et infrastructurelle. Comme partout ailleurs en Afrique francophone, le Mali ne maîtrise pas son économie et n'a donc pas les moyens de répondre à ces besoins essentiels. Les problèmes structurels à surmonter sont énormes et la crise politique récente n'est qu'une concrétisation de problèmes fondamentaux trop longtemps ignorés ; des problèmes qu'un énième gouvernement de transition ne pourra certainement pas résoudre.

Par conséquent, l'idée selon laquelle le choix des maliens serait entre la démocratie ou le régime militaire est au mieux réductrice. Le mouvement de protestations populaires et de désobéissance civile qui a culminé avec le coup d'État d'août 2020 doit être compris comme une étape dans la quête d'une démocratie véritable. C'est une aspiration qui se fait d'autant plus pressante qu'elle émerge à la suite de scrutins électoraux successifs qui ont tous été certifiés « libres et régulières » par les observateurs électoraux nationaux, régionaux et internationaux. Sur ce point, Ousmane A. Diallo attire l'attention sur la conception fondamentalement problématique du processus de démocratisation du Mali au cours des dernières décennies car son dynamisme se mesure à la possibilité d'organiser régulièrement des élections destinées à entériner la légitimité des élus par la « communauté internationale », alors même que le fossé entre ce processus et les demandes du peuple malien en matière de biens publics s'est fortement accru.

Après la crise, les militaires

Au Mali, les partis au pouvoir et de l'opposition partagent la même culture et les mêmes aspirations ; ils opèrent dans le même « *habitus* », comme le fait remarquer Rahmane Idrissa avec perspicacité. Ils peuvent être en désaccord sur les règles du jeu, mais comme l'expliquent Bréma Ely Dicko et Kawélé Togola, ils sont unis dans leur approche implacablement opportuniste et extractive de la pratique démocratique.

Le Mali est en transition depuis 2012 ; ses dirigeants ont pourtant agi comme si le pays n'était pas au bord de l'effondrement. Huit années ont donc été gaspillées. Dans les appels au retour à un « ordre constitutionnel » avec la même classe politique, et la hâte d'organiser de nouvelles élections au nom de la restauration de la « stabilité », nombreux sont les maliens qui voient la recette parfaite d'un nouveau désastre.

Il n'est donc pas étonnant que l'armée est l'institution dans laquelle les maliens ont le plus confiance, comme le montre le sondage de *Afrobaromètre* réalisé en mars-avril 2020¹. Les coups d'État restent cependant un moment de réflexion précaire. Dans le cas qui nous occupe, la précarité de la réflexion met en cause à la fois une difficulté à saisir une logique erronée basée sur des arrangements politiques passés, et un manque de vision pour un modèle de gouvernance adapté.

Si nombreux sont les maliens qui en sont venus à considérer l'armée comme un « régulateur » des impasses politiques, ils s'attendent également à ce que la période de transition qu'elle inaugure soit l'occasion d'explo-

rer des réformes de fond, comme le notent d'ailleurs Siba Grovogui et Kawélé Togola. Cependant, l'élan qui a d'une part poussé les militaires à agir pour sortir de l'impasse politique a été vite comprimé, puis déformé. D'autre part, au moment où les termes de la transition sont négociés à huis clos, des personnages familiers promettant un avenir différent alors qu'un jeu des chaises musicales est mis en branle, les racines du mal risquent à nouveau de ne pas être extirpées à mesure que l'écoute des préoccupations initiales des gens s'estompent.

Les « consultations nationales » initiées par la junte ont achoppé sur les termes de la transition. La proposition des militaires de réécrire la Constitution n'est pas sans fondement. Cependant, l'équipe d'« experts » (juridiques et militaires) qu'ils ont mobilisée n'est ni suffisamment outillée ni dotée d'une vision adéquate pour repenser une Constitution adaptée à la condition postcoloniale du Mali.

Un problème de gouvernance ?

De l'avis de Madina Thiam, l'incendie qui a ravagé les archives de Kayes, en pleine crise, constitue un symbole puissant de l'état de déliquescence des institutions du Mali indépendant. Ces archives contenaient une partie importante de la riche histoire d'une ville cosmopolite qui se trouve au carrefour de l'expansion coloniale de l'Atlantique vers l'arrière-pays. À l'instar du saccage de la bibliothèque d'Ahmed Baba à Tombouctou quelques années auparavant, l'incendie de Kayes a anéanti des ressources culturelles et historiques vitales. Pour autant, les questions mémorielle et cognitive ne peuvent être dissociées de la pratique démocratique. Les archives ne sont pas non plus séparables de la pratique de la démocratie et de la souveraineté, car les catégories d'analyse auxquelles elles donnent accès permettent de comprendre les dilemmes et les complexités qui tissent la trame de l'histoire des différentes communautés de la région.

Comme le montre bien Oumar Ba dans son article, la crise au Mali est un enchevêtrement complexe. Si l'instabilité et la violence chroniques ne peuvent être réduites à un problème de gouvernance, leur régularité suscite sans cesse une demande publique pour retour à un modèle éthique de gouvernement. Rahmane Idrissa et Aly Tounkara suggèrent de ce fait une approche à la fois historique et régionale de la condition malienne, c'est à dire d'appréhender ces crises politiques dans le contexte plus large d'un processus épineux de construction de l'État et de démocratisation dans l'Afrique postcoloniale. Le Mali est le lieu de contestation de diverses cultures, de divers modes de vie et de diverses conceptions de l'appartenance.

Dans ce contexte tendu, la CEDEAO a été perçue comme un arbitre d'un processus politique et social plutôt délicat. Cependant, contrairement aux attentes de la majorité des populations ouest-africaines, la CEDEAO a adopté une approche conservatrice, conformiste et élitiste de la démocratisation. En fait, sa stratégie visant à augmenter la pression sur le leadership militaire par le biais de sanctions économiques a contrarié de nombreux maliens.

Y a-t-il moyen de sortir de l'impasse actuelle ? Ousmane A. Diallo suggère l'organisation d'assises de la gouvernance, mais quelle forme ces délibérations devraient-elles prendre ? Au-delà des protestations qui ont visé le processus électoral, la manipulation des élections législatives de mars/avril 2020 et la légitimité de la Cour constitutionnelle, les maliens ont cherché à approfondir les possibilités de la démocratie, à exiger plus de démocratie et mieux de démocratie. Seule une démocratie véritable aménagerait l'espace nécessaire afin de repenser le cadre des droits civils dans un nouvel ordre constitutionnel. Pour Siba Grovogui, un ordre constitutionnel réformé devra refléter les aspirations réelles d'une société qui a rarement eu la possibilité de se tracer une voie autonome depuis son indépendance officielle en 1960.

Note

1. Les résultats d'une enquête Afrobarometer de mars-avril 2020 montrent que plus de huit citoyens sur 10 ont déclaré qu'ils faisaient au moins « partiellement confiance » envers l'armée, « beaucoup confiance » envers les forces de défense dont 69% à Gao et 64 à Mopti. En revanche, le Président jouissait de la confiance de moins de la moitié (47%) des Maliens, En fait, le soutien au président a été à son plus bas niveau (38%) au cours des dix dernières années ; tandis que moins encore exprimaient leur confiance envers l'Assemblée Nationale (37%) (Figure 9). Les résultats suggèrent également qu'une majorité de Maliens ne comptent pas sur les partis politiques pour conduire le pays dans la bonne direction, car seules des minorités ont déclaré faire même « juste un peu » confiance envers la coalition au pouvoir (38%) et les partis d'opposition (36%). Voir Afrobarometer Dispatch No. 386, 'AD386 : Les Maliens, autant désireux de changement que demandeurs de démocratie', <http://www.afrobarometer.org/publications/ad386-maliens-though-eager-change-failing-state-and-economy-still-demand-democracy>.

Amy Niang

Professeure associée en Relations internationales
Université Mohammed VI Polytechnique,
Rabat, Maroc

Introduction: Mali, the 2020 Crisis

The crisis in Mali is a crisis of the Sahel region. It is a crisis that is intrinsically linked to a larger process of dislocation that has engulfed the north-west African region since 2011. It is partly an orchestrated dislocation, partly the inevitable outcome of deeply flawed governance regimes. The French government armed the National Transitional Council of Libya following the murder of Muammar Gaddafi, in which France had played a decisive role. The surge of armed militancy and terrorist attacks that ensued has weakened an already fragile security context, particularly in Burkina Faso, Niger and Mali. Further, a complex multilateral intervention has created overlapping governance structures. In fact, since the Sahel was elevated as the new frontier in the war against terrorism, there has been a proliferation of security initiatives with different, and at times antagonistic, policy purposes; these have inevitably produced the conditions for further insecurity.

Military intervention in particular juxtaposes security governance with the normal governance logics; it creates zones of lawlessness, justifies the containment of entire communities and stigmatises ways of life. Further, the security of the interveners themselves becomes the starting point for thinking about the problematique of security for the Sahel whose specificity has been diffused by the language of anti-terrorism. It is worrying in fact that all major donor states and agencies have become 'security actors' in the Sahel.

The geopolitical dimension of the Malian dilemma cannot be overstated. As Oumar Ba aptly notes in his contribution, 'no diagnostic of the Malian sociopolitical malaise is complete without taking international actors into consideration: if they have not made a volatile situation worse, they have at least utterly failed to improve the situation'. Kodjo Tchioffo shows how Mali's relationship with its external donors is extremely fraught. He suggests that residual colonial power and structural dependency have come to skew the selection process of the political leadership over time. In fact, as Tchioffo cogently describes, Mali's

relationship with external partners is a deeply unequal and problematic relationship that has led to 'a perverse alignment [of Malian leaders] with foreign interests to the detriment of the common good'. The very practice of democracy and its possibility are folded into such a logic. The political elite carries out electoral formalities to mollify external pressure whilst turning their back on the fundamental issues they are mandated to govern.

Democracy, what democracy?

Since 2012, Malians—and, by extension, Mali as a country—have been plunged into a radically precarious state. Governance has been reduced to a series of off-the-cuff strategies to minimise disruption and mitigate instability. It is done without direction or a vision for the future. It has been based on the distribution of privileges and perverse incentives. Every Malian government since the return to civilian rule in the 1990s has demonstrated that the legitimacy of its leaders is purely formal and based on a fragile constitutional order.

Like his peers amongst West African political elites, Ibrahim Boubacar Keïta (IBK) failed to respond to the imperative of ethical governance that would have mitigated the dire effects of decades of harsh structural adjustment policies. What Madina Thiam calls 'state politics of harm and neglect' has become the hallmark of governance in postcolonial Mali. Two consequences of the policy of neglect are apparent in the complex web of violence that has spread through central Mali over the past few years. First, the Katiba Macina and other armed groups have occupied the space created by an absentee state, as Amadou Diallo shows meticulously in his piece. Yida Seydou Diall in turn examines how the katiba expanded its rule in the Niger Inland Delta. In addition to administering justice and imposing a new social etiquette, the katiba levies taxes, organises trade, agriculture, and regulate access to pastures. Second, the all-securitarian approach to the governance problem in general has resulted in deadly campaigns directed against specific communities

as the state has sought to beef up the reach of the national army (FAMA) with the constitution and/or support of militias. In central Mali, state neglect and impoverishment have helped to fuel astonishing levels of violence among neighbours. In fact, as Bréma Ely Dicko and Modibo Galy Cissé suggest in their papers, intercommunal violence is tolerated, if not fomented, by political leaders. Cissé explains that accumulated resentment against Bamako, the FAMA and local elites (Diowro) not only created the conditions for violent conflict in the *bourgou*, but also sowed the seeds of a full-blown crisis that led eventually to the demise of the IBK government.

In relation to the above, Rahmane Idrissa notes in his analysis the increasingly contentious nature of democratic practice in Francophone Africa. The heightened stakes associated with electoral success, the ineluctability of conflict, the hardening of identities in pursuit of power and the erasure of consensus have congealed into a messy mix.

Francophone Africa is the most impoverished region of the world and the increasing violence of Malian politics is directly linked to its postcolonial condition. It is a condition created by structural dependency and economic stagnation. By and large, successive Malian governments have failed to devise a coherent and autonomous economic policy to tap into Mali's tremendous resources in order to meet its people's basic needs for food, health services and infrastructure. As is the case for the rest of Francophone Africa, Mali has no handle on its economy and therefore does not have the means to respond to these needs. The structural problems to overcome are vast and the recent political crisis is merely a manifestation of fundamental issues that have remained unresolved for far too long, issues that another government of transition is not likely to change.

The idea, therefore, that Malians' present dilemma is a choice between democracy and military rule is at best simplistic. The movement of popular protests and civil disobedience that culminated with the August 2020 coup has to be understood as part of a quest for meaningful democracy. This quest emerged on the back of successive electoral bouts that had been certified 'free and fair' by national, regional and international election observers. Ousmane A. Diallo draws attention to the fundamentally problematic conception that has governed democratisation in Mali over the past few decades: its dynamism is measured by the possibility of holding regular elections designed to rubber stamp the legitimacy of the elected by the

'international community', even as the disconnect with Malians' demand for public goods has become formidably greater.

After Crisis, the Military

Both governing and opposition parties in Mali share the same culture and aspiration; they operate in the same 'habitus', as Rahmane Idrissa insightfully notes. They may be in disagreement over the rules of the game, but as Bréma Ely Dicko and Kawélé Togola explain, they are united in their relentlessly opportunistic and extractive approach to democracy.

Mali has been in transition since 2012 but its political leadership has been acting as if the country was not on the brink of collapse. Eight years have thus gone to waste. In the calls for a return to a 'constitutional order' with the same crop of people, and the rush to hold yet another round of elections in the name of the restoration of 'stability', many Malians see a perfect recipe for another disaster.

No wonder therefore that Malians' trust in the military is unlike any other in a public institution, as the Afrobarometer survey of March–April 2020 shows.¹ However, coups provide a moment of precarious thought. In this particular case, the precariousness of thought spans both a difficulty to grasp the impoverished logic of past political arrangements and a dearth of vision for a fitting governance model.

If many have come to see the military as a 'regulator' of political impasses, it is also expected that the period of transition they inaugurate will be an opportunity to explore meaningful change, as Siba Grovogui and Kawélé Togola state. However, on one hand, the momentum that jolted the military into action to adjudicate the political deadlock has been compressed, and then distorted. On the other hand, as the terms of the transition are negotiated behind closed doors, and familiar faces promise different futures whilst chairs are shuffled, the roots of discontent are likely to be bypassed yet again as care for people's original concerns fade.

The 'national consultations' initiated by the military leadership have foundered on the terms of the transition. The military's suggestion to rewrite the Constitution is not without merit. However, the team of 'experts' they have mobilised—made up of legal and military experts—is neither equipped nor endowed with the right kind of vision to rethink a relevant Constitution for Mali's postcolonial condition.

A problem of governance?

In the midst of the crisis, the fire that devastated the Kayes archives constitutes a powerful symbol of the state of delinquency of Malian post-independence institutions, Madina Thiam suggests. The archives held an important part of the rich history of the cosmopolitan town that sits at the crossroads of colonial expansion from the Atlantic into the hinterland. Like the ransacking of the Ahmed Baba library in Timbuktu a few years earlier, the Kayes fire obliterated vital cultural and historical resources. Yet, the issues of memory and cognition cannot be divorced from the practice of democracy. Neither is the archive separable from the practice of sovereignty, because the categories of understanding it gives access to provide insights into the dilemmas and complexities that weave through the history of various communities in the region.

As Oumar Ba aptly shows in his piece, the crisis in Mali is a crisis with many entanglements. Whilst endemic instability and violence cannot be reduced to a problem of governance, their regularity is repeatedly met by public demands for a return to an ethical model of government. Rahmane Idrissa and Aly Tounkara therefore suggest that we need to have a historical as well as regional understanding of the Malian condition, and we have to see its political crisis in the broader context of a vexed process of state-building and democratisation in postcolonial Africa. Mali is a place of contestation of various cultures, various ways of life and various conceptions of belonging.

In this fraught context, ECOWAS was seen to be an adjudicator of a tense process. Contrary to the expectations of the majority of West Africans, however, ECOWAS has relied on a textbook, conservative and elitist approach to democratisation. In fact, its strategy to ratchet up pressure on the military leadership using economic sanctions has antagonised many Malians.

Is there a way out of the current impasse? Ousmane A. Diallo calls for the organisation of a series of Assises de la gouvernance, but what shape and form should these deliberations take? Beyond the protests that have been directed at the electoral process around the legislative elections of March/April 2020 and the legitimacy of the Constitutional Court, Malians have been seeking to explore and extend democratic possibilities, to have more and better democracy. Such substantive democracy would need to overcome the poor response of successive Malian governments; it would need to provide the space for rethinking the framework for civil rights in a new constitutional order. For Siba Grovogui, a reformed constitutional order would need to reflect the actual aspirations of a society that has rarely been able to articulate a path for self-governance since formal independence was achieved in 1960.

Note

1. According to an Afrobarometer survey, March–April 2020, eight out of ten people surveyed indicated their trust in the military. The breakdown for regions is the following: 69% of respondents in Gao; 64% in Mopti. Contrast this with trust in the President (47%); in fact, support for the President has been at its lowest (38%) over the past ten years; trust in legislators stood at 37%, in the ruling coalition at 38% and in opposition political parties at 36%. See Afrobarometer Dispatch No. 386, ‘Malians, though eager for change from failing state and economy, still demand democracy’, <http://www.afrobarometer.org/publications/ad386-malians-though-eager-change-failing-state-and-economy-still-demand-democracy>.

Amy Niang

Associate Professor in International Relations
Mohammed VI Polytechnic University,
Rabat, Morocco

Éléments du dilemme malien

Le contexte de la chute de Ibrahim Boubacar Keita (IBK) mêle deux dynamiques différentes, l'une qui est propre au Mali et renvoie à la situation singulière que vit le pays depuis 2012, et l'autre plus générale et qui a trait à la lutte à laquelle se livrent citoyens et élites politiques dans les pays francophones de la région. Dans la plupart de ces pays, la vie politique est remarquablement fluide et agitée. En dehors d'événements spectaculaires comme les putschs à répétition du Mali, de la Mauritanie, du Niger, les insurrections civiles du Burkina, ou les guerres civiles de la Côte d'Ivoire, on peut noter les innombrables changements opportunistes des règles du jeu politique et autres révisions constitutionnelles qui transforment les institutions démocratiques en simples joujoux du pouvoir et les constitutions en documents ayant moins de valeur tangible qu'un contrat entre particuliers.

Cette instabilité résulte de la tendance des politiciens francophones à traiter la vie politique de leurs pays comme un jeu de Monopoly : exclure au maximum les rivaux potentiels, se réserver le monopole des fonctions et des situations de rente et si possible, rempiler indéfiniment au pouvoir. Ces objectifs hasardeux suscitent un climat politique marqué par un agonisme exacerbé (l'agonisme est la réduction de la vie politique aux affrontements pour le pouvoir) et mènent inéluctablement à une subversion de la gouvernance démocratique. Dans ce contexte,

Abdourahmane Idrissa

Université de Leiden,
Pays Bas

un proverbe bien connu dit que quand les éléphants se battent, c'est l'herbe qui souffre. Mais l'herbe, c'est-à-dire le peuple, en a de plus en plus assez de souffrir. Les habitants des pays francophones supportent de moins en moins le désordre institutionnel créé par leurs classes politiques et une conscience citoyenne exigeante réclame de leur part un respect plus constant des règles à même d'assurer la stabilité de la vie politique, l'État de droit et un gouvernement régulier. Les politiciens restent sourds à ces demandes et de ce fait, une contradiction est apparue entre la culture qui règne dans la classe politique des pays francophones, et les aspirations des citoyens.

Malheureusement, cette contradiction ne se résout guère en faveur de ces dernières. Le plus souvent, la partie de la classe politique exclue du pouvoir essaie de capitaliser sur les frustrations des citoyens pour renverser les détenteurs du pouvoir. Mais une fois arrivée aux affaires, elle reproduit invariablement le même comportement, puisqu'elle a les mêmes habits.

On peut lire les événements du Mali avec cette grille d'analyse. La particularité du Mali réside dans la situation de crise existentielle dans laquelle il vit depuis 2012, à la suite de la guerre qui a éclaté cette année dans le nord du pays.

L'impatience grandissante des citoyens francophones face aux agissements délétères de leurs dirigeants est accrue, dans ce cas, par un sentiment d'urgence nationale. Or en arrivant au pouvoir en 2012, IBK, loin de prendre en compte la situation critique de son pays, a tendu plutôt à reproduire le comportement habituel des politiciens francophones. Ce faisant, il a davantage affaibli un appareil d'État déjà en déliquescence et s'est trouvé dans l'incapacité opérationnelle de réagir à la propagation d'une guerre civile larvée dans le centre du pays. Face à la dégradation de la situation « sécuritaire », il a adopté une stratégie de militarisation à outrance qui a conduit son gouvernement à recourir subrepticement à des milices armées en complément des « FDS » étatiques. Le recours aux milices armées est une vieille recette des États sahétiens confrontés aux rébellions touarègues du passé, mais cela s'est avéré particulièrement inapproprié dans le contexte actuel. Les massacres perpétrés par les milices ont non seulement envenimé les « conflits communautaires », mais aussi aggravé l'impopularité de IBK, en particulier au sein des communautés victimes.

En somme, par son incapacité à rompre avec l'habitus politique francophone et à adopter une stratégie innovante face à la crise exceptionnelle que traverse le Mali, IBK était devenu un problème de plus pour le pays. Seulement, la coalition qui s'était constituée contre lui au printemps 2020

n'était pas en mesure d'offrir une véritable issue. Elle comprenait des agendas divergents, dont l'unité ne provenait que de l'hostilité envers IBK. Il y avait là au moins trois projets distincts : celui des opposants politiques issus du même monde que IBK et dont on ne voit pas comment ils se comporteraient différemment une fois arrivés au pouvoir; celui de l'imam Mahmoud Dicko qui vise, à terme, à «islamiser» le gouvernement du Mali; et celui du mouvement citoyen qui s'inscrit dans l'aspiration générale du peuple malien à la résurrection de son État et à la stabilisation de son mode de gouvernement. Ces trois projets n'étaient guère compatibles, mais face à IBK, la coalition bénéficiait d'une légitimité populaire qui garantissait nonobstant sa cohésion. Elle exigeait une réorientation du pays conditionnée à la neutralisation de IBK, ce que ce dernier, campé de son côté sur sa légitimité constitutionnelle, pouvait à bon droit refuser. Comme on le sait, le nœud gordien ainsi formé a finalement été tranché par un putsch.

Pour résoudre les problèmes fondamentaux du Mali, les putschistes devraient se ranger du côté du mouvement citoyen et accompagner l'émergence, en son sein, de leaderships capables de faire pièce à la classe politique et cléricale dont les objectifs demeurent foncièrement sectaires. Pour l'instant, ils se trouvent surtout confrontés aux postures legalistes de la Communauté des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), capable d'infliger à un pays enclavé des souffrances économiques significatives.

La CEDEAO constitue un problème supplémentaire pour le dilemme malien. Cette organisation, qui affirme promouvoir la démocratie dans la région, est elle-même une arène de luttes entre ceux qui souhaitent approfondir la démocratie au-delà du simple respect formel des règles constitutionnelles et électorales et ceux qui, au contraire, essaient de perpétuer le *statu quo* antidémocratique. Au reste, parmi les chefs d'État – qui constituent la principale instance décisionnaire de l'organisation – cette division n'est pas aussi tranchée

que les commentaires le supposent, avec un camp « démocrate » qui serait aujourd'hui représenté au premier chef par le Niger et la Guinée-Bissau et un camp « autoritaire » représenté par la Côte d'Ivoire et la Guinée Conakry, dont les chefs d'État à l'âge très avancé essaient de rempiler en dépit des aspirations citoyennes dans leurs pays respectifs. La présidence nigérienne de la CEDEAO est en fait plus formaliste que réellement démocrate, et souhaite contraindre les Maliens à respecter des règles écrites qui, à terme, sont favorables aux chefs d'État en place et ne permettent pas de traiter de la question plus vitale pour les peuples de l'approfondissement de la démocratie.

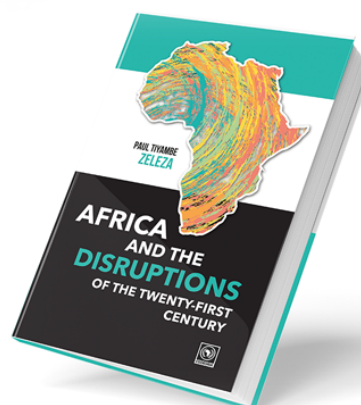
En tout état de cause, de la résolution du dilemme malien dépendent non seulement la restauration de la paix dans le centre de la bande sahéenne ouest-africaine, mais aussi une réponse à la question très francophone de la lutte entre une classe politique antidémocratique et une conscience citoyenne de plus en plus exigeante.

Book Announcement / Annonce d'un livre

AFRICA AND THE DISRUPTIONS OF THE TWENTY-FIRST CENTURY

Author

PAUL TIYAMBE ZELEZA



Coming Soon - À paraître

publications@codesria.org - <https://www.codesria.org/spip.php?article3111>

This collection of essays interrogates the repositioning of Africa and its diasporas in the unfolding disruptive transformations of the early twenty-first century. It is divided into five parts focusing on America's racial dysfunctions, navigating global turbulence, Africa's political dramas, the continent's persistent mythologisation and disruptions in higher education. It closes with tributes to two towering African public intellectuals, Ali Mazrui and Thandika Mkandawire, who have since joined the ancestors.

De quoi le coup d'État du 18 août est-il le nom?

L'intervention de l'armée malienne le 18 août dernier a mis fin à une impasse politique qui avait paralysé le Mali depuis plus de deux mois, suite aux appels à la démission du président Ibrahim Boubacar Keita (IBK) formulés par un mouvement contestataire. Si l'élément déclencheur de cette mobilisation a été la contestation des résultats des législatives de mars/avril 2020, elle s'est surtout construite autour de la dénonciation des dysfonctionnements de la gouvernance et de l'échec de l'État malien à endiguer l'insécurité. Ces critiques vont au-delà de la figure de IBK et devraient entraîner une remise en question du système de gouvernance, mais aussi plus de réflexivité chez les acteurs maliens et internationaux. Après des succès initiaux en 2013, la prépondérance de l'orientation sécuritaire des partenariats internationaux du Mali a vite montré ses limites au vu des résultats limités et du fossé grandissant entre les Maliens et leurs gouvernants. L'échec est à plusieurs niveaux et c'est sans doute le moment pour tous les acteurs de procéder à une véritable introspection, et pour les Maliens de faire les assises de la gouvernance.

Le bras de fer engagé par le régime de IBK a été un échec coûteux : à la campagne de désobéissance civile initiée par le M5-RFP à partir du 10 juillet, le pouvoir a répondu par un usage excessif et létal de la force contre les manifestants et les barricadés, causant au moins 14 morts (23 selon le M5-RFP!) et près de 300 blessés. Les rumeurs

Ousmane A. Diallo

Université Wilfrid Laurier,
Canada

sur l'arrestation imminente de l'imam Dicko ont entraîné l'érection de barricades autour de sa maison à Badalabougou, le 11 juillet dernier, et le siège, sans succès, de la mosquée Salam et de sa maison attenante par les forces de sécurité maliennes. À partir de cette date, le pouvoir n'a pu que céder face à l'indignation populaire. Ni les propositions de sortie de crise formulées par la CEDEAO ni la dissolution de la Cour constitutionnelle par IBK et l'invitation faite au M5-RFP, de se joindre à un gouvernement d'union nationale n'auront fait bouger le M5-RFP, malgré ses tiraillements intérieurs.

La formation de ce mouvement s'inscrit dans le sillage de crises multiples qui ont contribué à délégitimer le pouvoir de IBK, réélu pour son second mandat en 2018. Ces crises l'ont opposé aux syndicats de la magistrature et de l'éducation et à plusieurs corps sociaux. L'élection de 2018 a été entachée de bourrages d'urnes dans les aires rurales des régions du nord (Tombouctou, Gao, Kidal) où la présence de l'administration n'a cessé de s'amoinrir depuis le début de la crise en 2012, et où les groupes signataires de l'accord pour la paix et la réconciliation ont été mandatés pour contribuer à la

sécurisation du scrutin. Dans la région de Mopti (centre), qui est devenue depuis quelques années un nouveau foyer de tension, les groupes extrémistes violents comme le Groupe pour le soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM) ont attaqué les lieux de vote et les agents électoraux, perturbant le scrutin. Ainsi, le taux de participation a significativement baissé entre les deux tours, passant de 43,06 pour cent à 34,54 pour cent, selon la Mission d'observation électorale de l'UE¹. Malgré ces perturbations, et en dépit de la contestation du scrutin par Soumaila Cissé, les élections ont été certifiées comme libres et transparentes par le Mali et ses partenaires internationaux, dans un schéma politique qui circonscrit la vivacité démocratique à la tenue d'un scrutin à intervalle régulier, dans des circonstances plus ou moins correctes. Le scrutin permettait de valider la légitimité du gouvernement aux yeux de la communauté internationale et de ce fait, les partenariats en cours au Mali, au moment même où le fossé grandissait entre le gouvernement et les forces vives.

Le coup d'État du 18 août met à nu l'échec de toutes ces interventions internationales, et l'impossibilité de déconnecter le politique de toutes ces missions sécuritaires. Il renvoie également aux questions de souveraineté et de choix stratégiques nationaux, dans un pays dont plus de la moitié du territoire échappe au contrôle effectif du gouvernement, et qui, par l'influence de ses partenaires internationaux sur

son territoire, est presque sous tutelle internationale. En matière de construction de l'État, l'accord pour la paix qui devait servir de feuille de route à la transformation du conflit dans le nord n'a jamais suscité un enthousiasme populaire. Ainsi, certaines réformes institutionnelles qui étaient prévues dans le cadre de sa mise en œuvre ont été farouchement combattues en 2017 par l'opposition et la société civile, réunies dans le cadre de la plateforme Anté a Bana («On n'en veut pas, c'est tout» en bamanakan). Le référendum prévu à cet effet a été reporté sine die en juin 2017 par le président IBK, après des semaines de manifestation². Il a fallu un accord politique de gouvernance avec l'opposition en mai 2019 et l'instauration d'un dialogue national inclusif pour instaurer un «consensus mou» sur ces questions.

Dans ce contexte, il est illusoire de circonscrire la restauration de l'autorité étatique à des activités techniques et de développement menées par les acteurs internationaux et dépourvues de toute sensibilité politique. La frustration de la France, principal partenaire militaire du Mali, envers la réponse gouvernementale malienne à l'insécurité était manifeste depuis quelques années. Mais est-il juste d'isoler cette variable comme la seule à la source de cet échec ? Peut-on comprendre Barkhane strictement comme une réponse militaire déconnectée des orientations politiques de Paris et de Bamako ? Pour être plus concret, le coup d'État du 18 août ne constitue pas seulement un désaveu de la gouvernance de IBK, mais aussi de l'intervention internationale au Mali, qui s'illustre en partie par des manifestations anti-françaises ou des critiques contre la MINUSMA³. Cela, en dépit de

la volonté exprimée par le Comité national pour le salut du peuple (CNSP) de respecter l'accord pour la paix de 2015 et les partenariats stratégiques internationaux.

L'échec sécuritaire favorise en outre l'émergence de nouvelles références dans le champ politique. Ainsi, l'envergure de l'ancien président du Haut Conseil islamique du Mali (2008-2018) Mahmoud Dicko, devenu autorité morale du M5-RFP, contraste avec le discrédit de la classe politique. Ce dernier a réussi à faire limoger le Premier ministre Soumeylou Boubeye Maiga en avril 2019, en initiant un mouvement de contestation à la suite de l'exécution de 157 villageois à Ogossagou, le 23 mars 2019. S'il a soutenu IBK en 2013, il est devenu beaucoup plus critique de sa gestion des affaires au cours depuis, dénonçant la corruption et appelant à des discussions avec tous les groupes armés, y inclus les groupes extrémistes violents, à une période où une telle approche constitue une ligne rouge pour la communauté internationale et pour le gouvernement malien. Ces appels avaient été rejetés à l'époque avant que le gouvernement ne change d'avis en février 2020. Son départ du HCIM n'a rien entamé de son envergure politique, ni ses prises de position contre l'éducation sexuelle dans les manuels scolaires. Dicko est populaire, mais suscite la méfiance auprès des partenaires internationaux.

Par ailleurs, le coup d'État reflète également l'intégration des normes démocratiques, malgré l'impasse politique des derniers mois. C'est que les militaires ont voulu y mettre la forme même si le fonds reste incertain. Après son arrestation, le président IBK a, dans une intervention télévisée, annoncé la dissolution

de l'Assemblée nationale, de son gouvernement et sa démission de ses fonctions de président. Si ces mesures sont prévues par la constitution malienne, le vide constitutionnel est flagrant, vu que tous ceux qui devaient combler la vacance du pouvoir (président de l'Assemblée nationale surtout !) ont été remerciés par le président. Le CNSP a pris toutes les dispositions pour que le départ de IBK suive les formalités constitutionnelles, en vidant la république malienne de toutes ses institutions et en appelant leur intervention dans le champ politique le parachèvement d'une lutte populaire, et non un coup d'État. Ces contorsions sémantiques reflètent une internalisation des normes démocratiques au Mali, malgré les critiques à l'égard de la classe politique. Outre que l'Acte fondamental daté du 24 août fait du président du CNSP le chef de l'État et de la transition, et lui donne les pouvoirs exécutifs, il trahit la réalité de ce coup de force et suscite des inquiétudes. En dépit de son accueil populaire, la communauté internationale a massivement condamné le changement de régime et appelé à la «restauration de l'ordre constitutionnel» ; la CEDEAO, impliquée depuis juin dans la médiation des parties maliennes, a imposé des sanctions économiques et commerciales au Mali, moins de 24 heures après le coup⁴. Et si le CNSP a reculé sur de nombreux points, pour notamment mener des concertations avec les forces vives, et partager le pouvoir avec des personnalités civiles, c'est sans doute dû à la fermeté de la CEDEAO et moins aux exigences du M5-RFP dont l'unité se dissout depuis la prise de pouvoir par l'armée.

L'architecture de la transition reste toujours à ébaucher, mais déjà on peut voir l'écartement

progressif du M5-RFP. Le choix du Colonel—Major Bah Ndaw comme Président de la transition, un officier supérieur à la retraite, et de Moctar Ouane, un ancien Ministre des Affaires Étrangères, comme Premier Ministre, ont été faits par le CNSP en dépit des demandes de « partenariat stratégique » du M5-RFP. Avec la nomination du Colonel Assimi Goita comme Vice-Président de la Transition chargé des questions de défense et de sécurité, les formes voulues par la CEDEAO ont été respectées mais les dynamiques de pouvoir au sein de ce triumvirat risquent de distraire des priorités de la transition. Prévue pour 18 mois, elle devrait opérer des réformes de profondeur sur la gouvernance de l'État et établir les bases d'un dépassement du cycle coup d'État – transition – élections – coup d'état, qui a structuré le Mali au cours de la dernière décennie. Le coup d'État résulte d'une crise du modèle de gouvernance malien, et les Maliens

doivent être au centre des débats pour discuter de tout et s'accorder sur un minimum. Une conférence nationale souveraine avait déjà été demandée par des organisations comme la Coordination des organisations patriotiques du Mali (COPAM) en 2012, et c'est peut-être l'occasion d'avoir ses assises, 30 ans après la démocratisation. La durée de la transition dépendra des questions qui seront au cœur de la refondation tant voulue de l'État malien, et parmi celles-ci, on peut considérer les réformes institutionnelles sur la relation entre les périphéries et le centre, la réforme du secteur de sécurité, la lutte contre l'impunité. D'ATT à IBK, ce sont les mêmes problèmes qui ont mené aux intrusions de l'armée dans le politique ; sans des assises nationales, les mêmes effets se reproduiront. Le CNSP avait dit « parachever la révolution » du M5-RFP mais force est de constater, qu'il a volé à l'arrachée les demandes de ce mouvement.

Et si les militaires servent souvent d'arbitre au Mali, l'histoire montre qu'ils ont souvent les mêmes défauts que les politiques.

Notes

1. Mali 2018 : rapport final, Mission d'observation électorale de l'Union européenne au Mali : http://www.eods.eu/library/moe_ue_mali_2018_rapport_final.pdf
2. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20170804-mali-udr-martele-opposition-ante-bana-referendum-constitutionnel>
3. Paul Lorget, « Au Mali, le sentiment antifrçais gagne du terrain » (Le Monde Afrique) : https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/01/10/au-mali-le-sentiment-anti-francais-gagne-du-terrain_6025466_3212.html
4. Albert Savana, « Le Mali sous blocus: la CEDEAO exige "le rétablissement immédiat" du président IBK », FinancialAfrik (20 août 2020) : <https://www.financialafrik.com/2020/08/20/le-mali-sous-blocus-la-cedeao-exige-le-retablissement-immediat-du-president-ibk/>

La gouvernance djihadiste : cas de la katiba Macina dans le cercle de Mopti

La katiba Macina est un groupe djihadiste qui est installé dans le centre du Mali depuis début 2015. Leur présence est devenue officielle dans la région après l'attaque de Nampala le 25 Janvier 2015, dans la région de Ségou. Celle-ci a causé la mort de plusieurs militaires maliens.

Depuis 2017, ce groupe djihadiste est impliqué dans la gestion des affaires courantes des communautés vivant dans les zones qu'il

Yida Seydou Diall

Université de Bamako,
Mali

contrôle, particulièrement dans le cercle de Mopti. À Mopti et dans les villes environnantes, la katiba Macina gère toutes les activités économiques, religieuses et socioculturelles.

Fait assez inédit, depuis décembre 2017, la katiba Macina contrôle également la gestion des ressources naturelles. Elle fixe l'entrée et la sortie des animaux dans le Delta. Elle fixe le départ et le retour des animaux à la transhumance. Cette décision fut prise à Mopti lors de la conférence régionale des bourgoutières. La Katiba Macina est allée jusqu'à fixer le tarif des redevances bourgoutières qui ne doivent en aucun cas excéder un

montant de cinq cent mille francs CFA. Dans la gouvernance de la katiba, la coupe abusive des bois est totalement interdite et la sanction va du châtiment corporel à la condamnation à mort.

Depuis fin 2019, la katiba a installé des juges islamiques dans les villages qu'elle contrôle. Dans tous les villages où le chef de village est aussi le marabout, il a la charge de juge islamique, c'est-à-dire d'appliquer la charia, à défaut, le chef du village désigne un marabout à cet effet. Ces marabouts sont souvent choisis parmi les plus impliqués dans les affaires du village ; les procès se déroulent généralement dans le vestibule du chef de village.

La police islamique est quant à elle chargée de contrôler le respect strict de la loi islamique, c'est-à-dire le respect de la tenue vestimentaire chez les hommes et les femmes, et de voir si les hommes vont régulièrement à la prière. Les contrôles se font généralement les journées des foires hebdomadaires. Le choix du jour est mû par un souci de démonstration de force à la population. La katiba est d'autant plus forte que tous les détachements de l'armée qui avaient été redéployés dans la zone ont abandonné leurs postes. Les symboles de l'État sont devenus rares à Mopti. Seuls les centres de santé rappellent encore ce qu'avait pu être l'État avant la crise.

La katiba impose un régime strict. Ses hommes punissent tout village qui n'obéit pas à leurs ordres en imposant un embargo à ses habitants ou en les empêchant de cultiver leurs champs ou d'élever leurs animaux. C'est

dans ce contexte que les villages de Dialloubé, Kouakourou et Togguere Coumbe se sont retrouvés sous embargo en 2018 et privés du droit de cultiver leurs terres. Des animaux et des hommes ont été enlevés à Dialloubé et Togguere Coumbe. Par principe, la katiba Macina est contre l'école française, mais en 2019 ; avant l'arrivée de l'État islamique dans le cercle de Mopti, elle avait cependant autorisé la réouverture des écoles dans les cinq communes de Konna, Fatoma, Kounari, Bassiro et Boromdougou. Toutes ces communes se trouvent dans le cercle de Mopti. Le projet a cependant échoué pour deux raisons. La première est liée à l'exigence d'Amadou Kouffa que les enseignants soient issus de la région. La seconde est due à l'arrivée des éléments du groupe État islamique dans la région. La katiba Macina avait placé des check-points sur toutes les routes ralliant les communes sous leur contrôle à Mopti. Ces check-points furent levés quand les militaires se sont retirés de leurs positions dans le Delta. Les embargos ont également été levés à la suite de très longues négociations. Ces négociations ont été conduites dans certaines localités par les notables des villages voisins et des chefs coutumiers et chefs religieux des villages sous embargo. Depuis leur arrivée il y a eu plusieurs procès conduits sur la base de la charia. Parmi les décisions prises par les juges, il y a eu des condamnations, des exécutions, ainsi que des libérations. En 2019 par exemple, dans la commune de Dialloubé, un otage ressortissant de ce village a été exécuté par la Katiba Macina. Il y a eu aussi certains otages qui ont pu s'échapper, suite à des bombardements de l'armée

malienne en 2019, avant la tenue de leur procès. En 2020 il y a eu un présumé assassin qui a été libéré après son procès et après l'aveu de témoins et le pardon des parents des victimes.

La venue de la Katiba Macina dans le Delta a profité aux femmes qui avaient jusque-là été très marginalisées dans le domaine de l'héritage. Aujourd'hui avec la gouvernance de la Katiba Macina, les femmes peuvent hériter de propriétés et de terres au même titre que les hommes. Au niveau coutumier, les Diowro (propriétaires des terres des pâturages) ont vu leur pouvoir diminuer.

Sur le plan économique, la Katiba Macina a ouvert des magasins de ventes des hijabs pour les femmes. Et sur le plan humanitaire, après le recouvrement des Zakats, les familles pauvres se sont vues attribuer leur part de l'impôt obligatoire collecté.

Tout ceci est pour dire qu'il faut comprendre le problème de la radicalisation comme étant lié à la mauvaise gouvernance, aux abus de l'État et à la recherche de gains faciles par certains individus, ainsi qu'au changement climatique et à ses effets.

Des éleveurs peuls sont ainsi devenus des jihadistes parce que cela leur permet un accès facile aux pâturages dans un contexte de raréfaction des terres. Les Peuls majoritairement représentés dans ces groupes sont pour beaucoup des propriétaires de troupeaux d'animaux. Ils ont donc besoin de terres des pâturages, et d'un accès régulier au bourgou.

JNIM¹ vs EIGS² : aux racines profondes de la divergence

Au cours du printemps 2020, de violents affrontements ont opposé des éléments de la Katiba Macina à ceux de l'État islamique dans le grand Sahara (EIGS). Ces combats meurtriers qui se sont déroulés dans le Delta intérieur du Niger ont mis un point final aux différentes spéculations sur leur collaboration supposée.

Si sur d'autres fronts, la rivalité entre les deux groupes s'est affichée dès les premières heures du conflit³, dans l'espace sahélien, ce fut tout le contraire. Les deux organisations terroristes se sont d'abord tolérées, tout en se partageant l'espace occupé au détriment des États sahéliens. Chacune d'elles s'est appuyée sur des éléments locaux aux frontières de leurs zones respectives (Jelgobé et Tolebé) avant de louer les services des uns en fonction des circonstances du moment.

Sous la pression du MSADaoussak appuyé par la force Barkhane, l'État islamique s'est déplacé de plus en plus vers le fuseau occidental, grignotant au fur et à mesure les zones sous contrôle du GSIM. Cet empiètement territorial s'est fait à travers le recrutement dans les rangs d'Ansarul Islam burkinabé⁴ en manque de leadership depuis l'annonce de la mort de son chef en 2016. Au fur et à mesure que Barkhane accentuait une pression sur l'EIGS dans la bande des trois frontières, celui-ci a cherché des terres de repli, ce qui ne pouvait se faire qu'au détriment du GSIM qui avait un fort ancrage dans le Gourma malien et le Seno Mango burkinabé.

Amadou Diallo

Chercheur indépendant,
Bamako, Mali

Au sein même de la Katiba du Macina, un courant contestataire avait commencé à naître sous l'initiative d'éleveurs allochtones du Delta intérieur du Niger qui pour des raisons liées à la protohistoire locale se sont vus exclus de la gestion des bourgoutières deltaïques. Fer de lance de la Katiba du Macina, ces éleveurs ont été très réceptifs à la propagande de l'EIGS et séduits par les victoires de ce dernier face à l'armée malienne. Toutes ces raisons les ont poussés à se rapprocher de l'État islamique tout en remettant en cause l'idéologie et les pratiques du GSIM. Ce courant contestataire avait axé sa grogne sur trois points essentiels.

L'accès gratuit aux riches bourgoutières du Delta

Cet accès est régi par les lois coutumières établies depuis l'installation des premiers occupants peulhs de l'espace deltaïque⁵. L'accès pour les éleveurs allochtones et les groupes dits suivistes est conditionné au paiement d'une redevance aux propriétaires fonciers, gestionnaires coutumiers des bourgoutières⁶. Dès le début du jihad prôné par Kouffa, ces éleveurs allochtones avaient répondu à son appel et s'étaient mis derechef sous son étendard, espérant par-là obtenir par la kalachnikov, ce que moult stratégies pacifiques ne

leur avaient pas permis d'obtenir. Ces espoirs furent bientôt déçus, Hammadoun Kouffa, grand connaisseur des assises foncières du Delta, ne s'étant pas hasardé⁷ à s'y aventurer au risque de voir son aura et son entreprise échouer sur le socle foncier deltaïque.

La répartition de la *nganima* ou butin de guerre

La répartition du butin de guerre est une vieille question de gouvernance en Islam. Le chef de la Katiba Macina, par prudence ou par avidité, avait fini par jeter l'éponge sur cette question arguant qu'il n'y avait pas une totale mainmise du mouvement sur les zones conquises et surtout que ce butin de guerre était constitué de matériel militaire pris aux armées et qu'il pourrait servir pour des expéditions ultérieures⁸. Le courant contestataire, exigera au nom de la tradition islamique, la répartition de cette *nganima* *hic* et *nunc*.

La tolérance faite aux maires et élus nationaux

Les élus locaux ont été parmi les cibles premières des groupes djihadistes au Sahel. Considérés comme représentants des États, diverses stratégies furent employées à leur égard. Nombreux sont les élus qui abandonnèrent leurs collectivités ou adoptèrent un profil bas. Révisant sa carte, la katiba Macina opta pour plus de tolérance à leur égard⁹. Cette révision ne plut cependant pas à tout le monde, d'autant plus qu'un autre acteur moins tolérant et aux méthodes plus spectaculaires apparaissait à l'horizon.

Ces différents griefs auront finalement raison de la cohésion au sein de la Katiba du Macina, qui n'étant pas à sa première crise verra bientôt des fissures profondes apparaître au grand jour. En effet, en fin 2017 le contingent des Peulhs Tolebés avait protesté contre l'alliance entre Kouffia et les Touarègues, qui combattaient leurs congénères au sud de Ménaka et avait fait défection.

Du côté de l'EIGS, les critiques à l'égard de la Katiba Macina et du GSIM seront plus audacieuses. En effet depuis Ogassagou I, plusieurs rencontres ont été tenues par la société civile avec pour but de ramener la paix dans la région centre. Le dialogue aboutit à la signature d'un pacte de non-agression mutuelle entre la katiba Macina et la milice des chasseurs Bambara dans les cercles de Djenné, Niono, Macina et une partie de Tenenkou. Aussitôt, l'État islamique s'insurgea contre cette entente, qualifiant le GSIM de déviationniste¹⁰.

Dès lors, la stratégie de l'État islamique portera sur la guerre de l'information et la discréditation de l'adversaire. Cette stratégie favorisera les désertions au sein de la katiba du Macina.

sensibilisation, l'EIGS va s'appuyer sur les déserteurs pour s'implanter au cœur des terres du GSIM.

Bientôt plusieurs markaz vont basculer dans les bras de l'État islamique, séduits par la propagande, l'accès libre aux pâturages, la répartition du butin de guerre, et surtout par l'argent et la logistique alloués à chaque nouvelle recrue¹¹. Les figures de proue de cette désertion sont Hammadoun Mamoudou alias Mek Daadou dans le Nampalari (cercle de Niono), et des Peulhs Gondoukoubé et Doumabé¹² dans les communes de Ouroubé doudé, de Konna et Dialloubé (cercles de Mopti), et une partie de la Katiba Serma dans le cercle de Douentza (communes de Mondooro, Hairé, Gandamia, Daangol Boré, Kéréna et Dallah). Ces déserteurs, bien qu'affiliés à l'État islamique au grand Sahara, se feront appeler Daoulatoul Islam.¹³

Le premier accrochage entre les deux mouvances djihadistes a lieu en début janvier 2020 dans la commune de Dogo, cercle de Youwarou¹⁴.

Mesurant le danger qui se profile à l'horizon, les deux adversaires vont opter pour des pourparlers

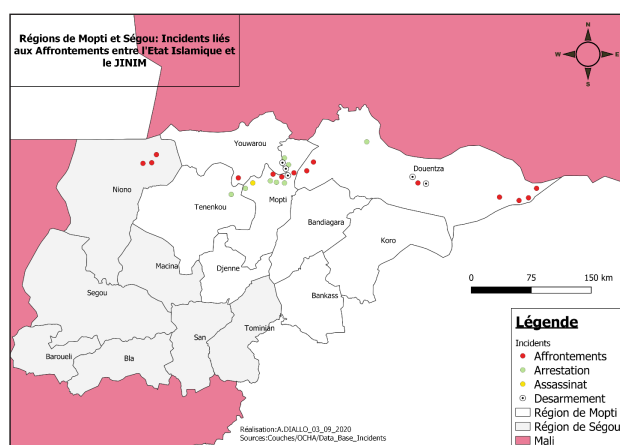
afin d'éteindre rapidement le début de l'incendie. Entre janvier et mars, plusieurs rencontres auront lieu afin de trouver un accord entre les deux protagonistes. Leur échec marquera le début de violents affrontements, d'abord dans le Delta, puis dans le Gourma et en

et d'autre opposeront Daoulatoul Islam et la katiba Macina, dans les communes de Dialloubé, de Konna dans le cercle de Mopti, près de Nampala dans le cercle de Niono, Daangol Boré, Hairé et Mondooro dans le cercle de Douentza.

Les séries de victoires que la katiba Macina a remportées au cours de ce conflit ont mis en évidence la mainmise du GSIM sur le terrain malgré la rapide ascendance de l'EIGS dans le Delta. Ce conflit a permis au GSIM de se positionner en tant qu'acteur permanent et incontournable dans le centre du Mali. Certes, les attaques spectaculaires sur les camps des Famas ont pris fin, mais la défaite de l'EIGS et son éviction du centre du Mali, n'ont pas ramené l'accalmie pour autant.

Notes

1. Jamā'at nuṣrat al-islām wal-muslimīn
2. L'État islamique dans le Grand Sahara
3. Amina Muminovic, L'Elet Al Qaeda: l'ère du terrorisme à deux visages, université Sherbrooke, [En ligne] https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMA_nalyse?codeAnalyse=1728
4. M. T. Elmoudjahid.com
5. J. Gallais, 1984, Hommes du Sahel, Flammarion.
6. H. Barral, Perception des Redevances dans le Delta intérieur du Niger.
7. Audio de Hammadoun Kouffia, mai 2020.
8. Document audio, Hammadoun Mahmoud dit Mek Dadou, novembre 2019.
9. Document audio, groupe watshap kounta0011, novembre 2019.
10. Document audio anonyme de l'EIGS, janvier 2020.
11. Une moto, une kalachnikov, et 300 000 FCFA
12. Entretien fin avril 2020, Sevaré.
13. Entretiens avril 2020, Sevaré.
14. Entretien téléphonique Youwarou.



Incidents liés aux affrontements entre le JNIM et l'EIGS

À partir de la fin de l'année 2019, l'État islamique va passer à l'étape supérieure. L'heure n'étant plus à la

territoire burkinabé. En début avril, de violents combats faisant plusieurs dizaines de morts de part

Struggle, Neglect and Archives

In June 2019, Mali's National Assembly representatives voted to adopt a Law of National Unity that then-president, Ibrahim Boubacar Keïta, ratified the following month. The law caused a bit of a commotion. It was meant to chart a path towards justice and reconciliation in the aftermath of the 2012 crisis, when a military coup in Bamako had snowballed into a separatist rebellion and sprawling jihadi occupation in the country's northern and central regions, prompting the Malian government to request military intervention from France. The 2019 law's main feature was a set of articles that would grant amnesty for certain crimes committed in the course of these events. Critics vehemently decried it as conceding impunity to perpetrators of atrocities for which victims had yet to receive justice.

Another feature of the law was striking, though it sparked much less discussion. Articles 9 and 10 consecrated the writing of a textbook, a "general inclusive history of Mali", to be used in primary and secondary schools throughout the national territory.¹ The law thus bound the achievement of peace and unity to amnesty for some crimes, neglect of their victims and the commemoration of particular historical narratives.

The law's framing bluntly reminds us how the production of history, particularly when state-sponsored, often co-opts real and imagined versions of the past to bolster present-day imperatives. But it is also an invitation to think about the myriad frictions between the

Madina Thiam

University of California,
Los Angeles, USA

past and the present that reveal themselves in the current crisis. Recently, Malians have staged months of popular protest against the government. It might shed light on this movement to comb through stories of political struggles and neglectful governance, as well as Malian archives.

On 11 May 2020, a month before the first anti-regime rally was held in Bamako, an off-duty police officer shot and killed seventeen-year-old Seyba Tamboura in Kayes.² Since March, the town's population had experienced heightened economic anxiety due to COVID-19: remittances from abroad were on the decline, and the government had imposed a nightly curfew, which dried up other sources of income. In April, the Supreme Court's proclamation of the nationwide parliamentary election results, which the regime likely rigged, further fuelled discontent. And for several months, workers in the education, health and justice sectors throughout the country had mobilised and gone on strike over poor working conditions and unpaid salaries. So when a policeman shot a teenager dead in the course of an altercation, a mere day after the curfew was lifted, Kayes erupted.

A border town, Kayes sits in the upper valley of the Senegal River

in western Mali and occupies a particular place in the colonial and contemporary histories of Mali and Senegal. In the late nineteenth century, using Kayes as their base, French generals organised the conquest of much of what would become the French Soudan (colonial Mali), mobilising forced labour to build the infrastructure they needed to back their military campaigns. The cosmopolitan town, connected to the Atlantic coast through the Senegal River, functioned as the colony's first capital and was a commercial and migration hub. Women from the region passed through it in great numbers, travelling to Guinea, Senegambia or elsewhere in the Soudan to escape dire matrimonial situations or enslavement, or to seek work in the goldfields or groundnut-growing areas.³ Kayes was also a major town on the Dakar–Niger railway, a colonial project designed to link Senegalese ocean ports and river towns to caravan trading routes in the Soudanese hinterland. Construction was completed in 1924 under lethal labour conditions. A little over two decades later, for five months in 1947–48, Senegalese and Soudanese workers on the railway would organise and sustain one of the largest labour actions in French West Africa, a strike that forced the metropole to grant them fairer wages and benefits.

This is but a glimpse of Kayes' rich recent history, attested in its people's memories and testimonies, and documented through its extensive administrative archives, which France initiated post-

conquest and Mali maintained post-independence. In 2008–9, a team of historians and archivists conducted a painstaking inventory of the archives. Thousands of court disputes, surveillance files, youth theatre scripts, papers related to the railway strike and myriad other records revealed both mundane and remarkable aspects of the region's social and economic life, governance, histories of popular contestation and more.

On 13 May 2020, these documents all burned to ashes.⁴ In the days that followed Seyba's killing, Kayes' youth mourned, marched and fought back. Protesters torched a police precinct and multiple government buildings. As officials apologised for Seyba's death and pledged to prosecute his murderer, the police shot demonstrators, injuring several and killing two, including a twelve-year-old boy. As for the Kayes archives, they were consumed entirely by the government headquarters' fire.

Incidentally, two weeks before the archives burned, another fire made the headlines, this time in Bamako. The Garbal, a livestock market that doubles as a camp for hundreds of internally displaced persons, caught fire. Echoing our nation's concern for its citizens, the camp is contiguous with one of the largest open-air rubbish dumps in Bamako. The region the camp residents had fled, the greater inland delta of the Niger River, was historically a hub for commercial, intellectual and religious networks that once sprawled through much of the West African Sahel. Today, it is no longer safe to live in. For the past few years, the conflicts ravaging the central region of Mopti have rendered its inhabitants extremely vulnerable to various armed groups: jihadi organisations, militias, community

self-defence groups, and Malian and foreign state forces, including the French. As of June 2020, more than 250,000 internally displaced people were registered in Mali, and among them, hundreds of fatalities were being recorded monthly.⁵

As for the Kayes archives, their destruction tells a banal tale of administrative procrastination, to which many in Mali have largely grown accustomed. The team that inventoried the repository in 2008 had made basic recommendations, including the appointment of a local archivist, as required by law, who could have facilitated the digitisation of the archives. A decade later, this appointment had not materialised, likely due to idleness or bad faith. Neither had dedicated regional archival research centres been created, also planned for by law. Through indifference, the administration allowed the past lives of Malians to be obliterated, in addition to their present livelihoods. The social and environmental conditions that enabled the Kayes and Bamako fires were thus born out of parallel state politics of harm and neglect. Yet all the while, state officials were busy embezzling public funds, engaging in lucrative corruption deals and narcotics trafficking, or rigging elections. It is no surprise, then, that the people of Mali took to the streets to remove its government.

In August 2020, the popular protests culminated (and as is now evident, were hijacked) in a military coup. As citizens of Mali, it is now incumbent upon us to imagine post-coup futures and to try to achieve safe living conditions for all. To do so, it is indispensable that we tap into the archives that remain of Malian social life, political governance and struggles, and intellectual or artistic innovations. These archives and the stories they

hold are diverse, extensive and are our common good. For instance they include, scattered among dozens of families and often casted away in dusty cabinets and deeply buried memories, the oral, written and visual archives of women's activism in colonial and independent Mali.⁶ As these archives reveal, women performed momentous work in past political movements, only to have their actions eclipsed, co-opted or ignored. In that vein there is much we are likely missing about gendered dynamics of the 2020 protests, which on the surface often appeared overwhelmingly male. Likewise, as many citizens now advocate for a 'return' to granting more power and authority to customary chiefs, the colonial archive might hold insights that invite caution.⁷ Indeed, state governance enforced through local chiefs has often resulted in violence and impunity, and at times was legitimated through state co-option and in fact invention of customs. Therefore, more so than state-generated historical narratives and textbooks, it will be crucial in the months and years to come to foster independent historical inquiry, maintain and provide access to dedicated facilities and fund public research.

Notes

1. « Tout sur la Loi n°2019-042/du 24 Juillet 2019 portant Loi d'Entente Nationale », *Bamada.net*, 5 August 2020, <http://bamada.net/tout-sur-la-loi-n2019-042-du-24-juillet-2019-portant-loi-dentente-nationale>.
2. M.A. Diallo, « Kayes: des organisations réclament des enquêtes indépendantes après la mort de trois jeunes », *Sahélien.com*, 15 May 2020, <https://sahelien.com/kayes-des-organisations-reclament-des-enquetes-independantes-apres-la-mort-de-trois-jeunes/>.
3. Marie Rodet, *Les migrantes ignorées du Haut-Sénégal, 1900–1946*, Paris: Editions Karthala, 2009.

4. Marie Rodet, Aïssatou Mbodj, Souleymane Koné, Mamadou Sène Cissé and Mariam Coulibaly, « Sauvons le patrimoine archivistique du Mali ! », *Libération*, 25 May 2020, https://www.liberation.fr/debats/2020/05/19/sauvons-le-patrimoine-archivistique-du-mali_1788817; and Matteo Maillard, « Au Mali, la mort de trois jeunes embrase la population de Kayes et ses précieuses archives », *Le Monde*, 15 May 2020, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/05/15/au-mali-la-mort-de-trois-jeunes-embrase-la-population-de-kayes-et-ses-precieuses-archives_6039829_3212.html.
5. Jose Luengo Cabrera, 'Mali: violence & displacement', Twitter, 4 September 2020, https://twitter.com/J_LuengoCabrera/status/1301901820374257665/photo/1.
6. *The Projet Archives des Femmes du Mali* has begun collecting and digitising some of these archives. UCLA Library, 'UCLA library program announces new projects to digitize and document activism, political expression and communal memory around the world', 18 August 2020, <https://www.library.ucla.edu/news/ucla-library-program-announces-new-projects-digitize-document-activism-political-expression>.
7. Recent projects adroitly make use of state and family archives, oral and written, to revisit the legacies, successes and controversies around individual chiefs. See Seydou Camara, ed., *Nambala Keita: chef de canton de Naréna (1895–1969)*, Bamako: Imprimerie Bah Nord-Sud, 2005; and Chérif Keita, dir., *Namballa Keita: A Soldier and His Village*, 2019, 85 min. Note that these works do not refer to the same individual.

Mali's Corona Coup of 2020: Untangling a Vicious Cycle

The coup of 18 August 2020 in Mali will be remembered as the Corona Coup. During the previous months, and in the midst of a deadly global pandemic, public discontent there had swelled and festered, until flooded the streets to join massive demonstrations against the government, organised by a coalition of civil society organisations starting June 5th. The rate of contamination surged (see Fig. 1) but it could not stop the protests. In fact Mali reported its highest single-day case spike on June 5th, with 110 new cases of coronavirus, according to data from the European CDC. But Malians were angry

Kodjo Tchioffo
Euclid University

enough to overlook health security measures and they held regular rallies until the army stepped in and deposed Ibrahim Boubacar Keita, commonly known as IBK.

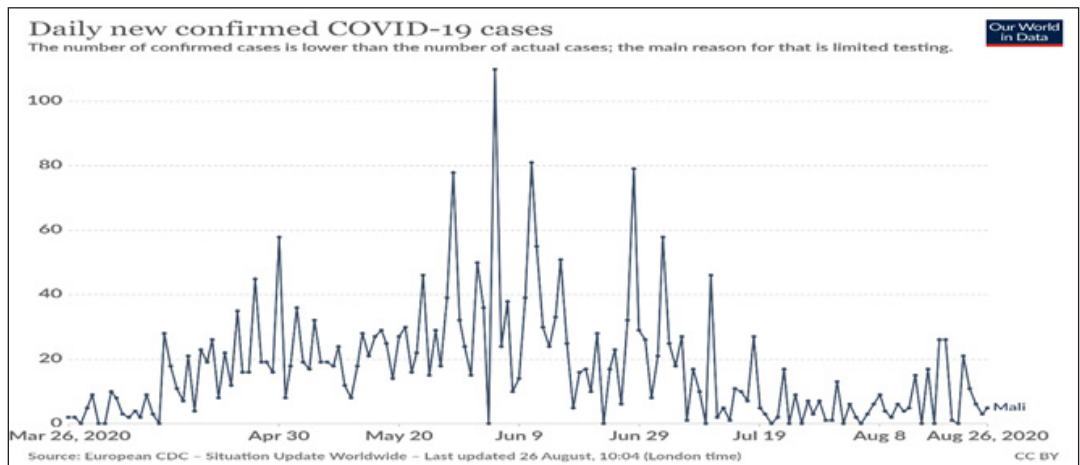


Figure 1: A graph showing the number of new cases in Mali since the beginning of the pandemic in March. The surge in new infections noted in June can be reasonably explained by the beginning of popular demonstrations.

Source: <https://coronamali.info/live-infection-coronavirus/>. Data: European Centre for Disease Control (CDC).

In a scene that could have come from a melodramatic soap opera, ousted President IBK gave his resignation speech wearing a face mask, under the scrutiny of the putschists. In a sorrowful tone, he said he was not hateful of anybody, insisted that he had done his best to uplift Mali and reform the army, and declared he did not want any bloodshed. The two-minute televised speech will surely go down in the annals of Mali's history. It was the denouement of the most impressive demonstration of the Malian army's capacity to discard its principal-agent relationship with the president, notwithstanding the fact that the latter is the constitutional head of the armed forces. This episode exposed once more the fragility of Mali's political ecosystem, but it was not a surprise to keen observers of its long-running quandary.

Not a surprising coup

In Mali, a coup is always an option. The country's historical trajectory and political economy corroborate this statement. The country has had six presidents since its independence sixty years ago, with four transitions taking place through coups.

The first political transition in Mali, in 1968, followed a coup. It was a decisive episode that led to the foundation of a fragile political ecosystem in which political leadership was unlikely to survive when economic, security and social crises mixed. A donor-driven economy, a perverse path-dependency trajectory and a web of weak or inefficient regional and global security mechanisms perpetuated instability and devastation in Mali.

Aid delivered through budget support programmes has disempowered and infantilised Mali's political leaders. It has led to misaligned donor-

driven development policies that add little if any value to people's livelihoods. In 2020, international assistance represented 11.2 per cent of the country's planned budget.

A vicious adverse selection mechanism is biased towards the election of old political elites and shrinks the leadership pool. Indeed, the leadership supply processes favour longevity in politics and a perverse alignment with foreign interests to the detriment of the common good. In every case, older people disconnected from the aspirations of the youth and with limited commitment to deliver needed services monopolise the political field. In these conditions, voters are left with a choice of bitter pills, with easily foreseeable outcomes.

The median age of Mali's population from 1950 to 2020 is seventeen years. In the same period, the average age of the president when taking power is sixty-seven years. This age gap exacerbates the divide between the political elites and the majority of the citizens who fill the streets to express their frustration whenever various crises hit the country.

Mali has always counted on its neighbours and various regional arrangements to help build a balanced political environment and safeguard the country's security within and across its borders. Nonetheless, during the latest episode, a tenuous regional and global context contributed to the further deterioration of an already precarious situation.

An enabling regional and global context

The most decisive factor that led to the 18 August coup is the remarkable conjuncture of regional and international challenges.

The Economic Community of West African States (ECOWAS), one of the most dynamic Regional Economic Communities (REC) in Africa, has been tremendously weakened by opposition to the new Eco currency, which has seen Nigeria and Ghana, among others, divided against the West Africa Economic and Monetary Union (WAEMU) countries, which include Mali. Despite travel restrictions due to the coronavirus, the regional institution deployed former president Goodluck Jonathan of Nigeria to start a mediation process, but this has delivered limited success thus far.

At the continental level, the African Union (AU) commission's position on the way forward for Mali following the coup has been unclear; the Peace and Security Council (PSC) has been relatively silent. In the context of increasing distrust between ECOWAS and the putschists, the AU will need to provide leadership and facilitate negotiations between the various stakeholders during this transition period.

MINUSMA, with 15,610 personnel in Mali, is the second-largest UN peacekeeping mission. However, with a limited mandate and with the US having unilaterally cut its share of the UN peacekeeping budget from 28.5 per cent to 25 per cent, MINUSMA has not been effective and has become the deadliest UN mission, with close to 200 casualties recorded since its launch in 2013.

Further, Mali's great neighbour, Algeria, has been too absorbed with its own internal challenges to give proper attention to what is happening on its doorstep. The most apparent consequence of Algeria's passiveness is the limited effect of the Algiers peace deal concluded in 2015 under its auspices.

Is Mali France's Afghanistan?

It is no secret that France plays an outsized role in Mali's modern history. As the former colonial power, it has shaped the institutions and the leaders who are failing the country that France considers its *pré carré*. When Mali unravelled under a historic hybrid secessionist-jihadist rebellion in 2012, Paris launched Operation Serval. After a lightning success against the rebels, Serval became the poster child of France's external operations (OPEX). Serval's success enticed France to put forward a *tout sécuritaire* approach in Mali and the Sahel region. Thus, Operation Barkhane, an international anti-insurgent force, was established in 2014. However, six years down the road, Mali has become France's Afghanistan.

Barkhane's objective to support the Malian army to acquire the capacity to provide security independently from external forces has not been achieved; the Malian army is still in tatters. Its ambition to stop jihadists from seizing and holding territory has only partially been met. Furthermore, the cost of the operation in monetary terms (four million euros per day) and human lives (forty-eight on the French side and hundreds on the Malian side) has been a concern to France.

I highlight the various factors above to drive home the idea that there might exist the symptoms of a Mali fatigue. Barkhane has been the object of much debate in the French media and scholarly research over the past few years. Paris has tried with little success to position the operation under a European umbrella to garner more funds and political support from its allies. Germany, for example, has resisted French proposals by using the argument of its foreign policy doctrine of 'global civilian power'. Nevertheless, France benefits from

critical logistical support from its EU partners. Despite these setbacks, France is forging ahead with Barkhane, as was reiterated by Emmanuel Macron while replying to a journalist question during an interview just a day after the Mali coup.¹

France's excessive focus on security crowds out other potential options. It is likely to continue seeking to exercise significant influence on the political process post-IBK. Conversely, all efforts and energy spent on a security-first approach delay the formation of a viable political settlement and the rebuilding of Mali's institutions. Ultimately, it is the ordinary citizen on the streets of Mali who will bear the cost of a lengthy and uncertain post-coup transition if it does not lead to an overhaul of Mali's institutions and a strengthening of its mechanisms of accountability.

A scenario bound to repeat itself

Given the conditions above, many fear that the coup scenario is written in advance. Like a looming threat, it repeats itself when the imbalances in the accountability triangle of people-army-government are substantial.

As in the past, the euphoric installation of a fresh political leadership and a short grace period are giving way to the familiar politics of dillydallying and stalling. Suboptimal political leadership feeds popular discontent. At boiling point, frustrated and

angry citizens start rallying as they actively demand more ethical governance and accountability. If nothing transformative happens, they turn to the army for support to topple a democratically elected leadership. This is the essence of Mali's implicit civil-military social contract. And when international security arrangements are compromised, a coup is an even more likely outcome. It is this very cycle that repeated itself with now former President IBK, albeit with a marked difference from past coups—the 2020 unrest and coup occurred amid a devastating global coronavirus pandemic.

Note

1. <https://www.facebook.com/oeildafrique/videos/304693400640951/>

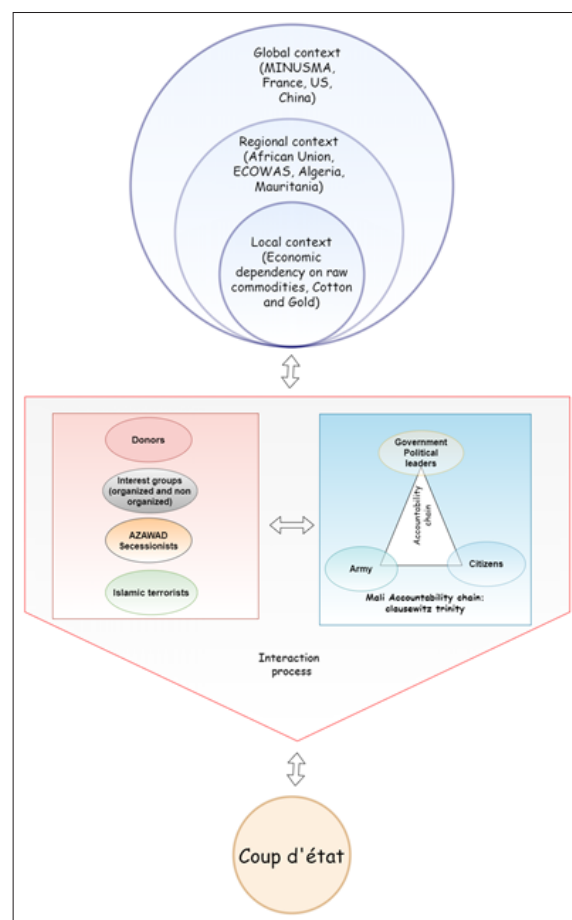


Figure 2: Coups d'État in Mali – Conceptual framework and contextual interactions

Source: Kodjo Tchioffo. Modeled from Bresser (2009) contextual interactions theory and Clausewitz paradoxical trinity

Les enjeux de la violence dite communautaire au Centre du Mali comme facteur important dans la crise actuelle

Le Centre du Mali, qui constitue un trait d'union entre le Nord et le Sud, avait ressenti la crise à travers l'accueil des réfugiés avant d'en devenir le théâtre. Avec le replis des forces de défense et de sécurité en 2012, les rebelles et leurs acolytes poussèrent leurs pions jusqu'à Douentza et Tenenkou au Centre. Les attaques de Konna (Mopti) et de Diabaly (Ségou) en janvier 2013 avaient nécessité l'intervention de la force française Serval devenue ensuite Barkhane. Défaits, les djihadistes ne refirent surface dans ces deux régions qu'en janvier 2015 avec les attaques de Nampala, de Tenenkou. La présence d'éléments peuls qui scandaient le nom de Hamadoun Koufa (Cissé 2018) ne tarda pas à réveiller de vieux démons. Ainsi, les vraies intentions de ces hommes armés étaient diversement interprétées par les populations. Pendant que les uns subissaient passivement le joug des moudjahidines qui s'installaient petit à petit, d'autres étaient sceptiques.

De l'implantation des djihadistes au discours de justice

La première des causes est en rapport avec l'implantation des radicaux qui a fait basculer le Centre du Mali dans une insécurité chronique. Arrivés avec l'idée d'en découdre avec l'État, d'instaurer la charia, les moudjahidines ont commencé par des prêches dénonçant les abus des agents de l'État à l'égard des communautés. Ce qui leur

Modibo Galy Cissé

Université de Leiden,
Pays Bas

avait permis de trouver une oreille attentive auprès de bon nombre d'habitants, qui voyaient déjà en l'État une entité expropriatrice de droits historiques. Ce sentiment est particulièrement présent au sein des éleveurs peuls. Accusé de partialité en faveur des agriculteurs (Gaye 2017), l'État fut contraint de quitter la région suite aux attaques contre les casernes des FAMas à Tenenkou, Nampala, qui firent de nombreuses victimes (Leblon 2019). Dès le départ, donc, les violences dites communautaires ont suivi des lignes ethniques et les Peuls soupçonnés de s'allier aux djihadistes ont fait bloc contre les autres groupes. Le départ de l'État n'aura cependant été que de courte durée.

De la lutte antiterroriste à la naissance des groupes d'autodéfense au Centre du Mali

Le principe du refus du président IBK de dialoguer avec les djihadistes eut deux conséquences notoires. La première fut l'intensification de la guerre contre les groupes armés; la deuxième fut la prolifération de brigades de vigilance, encouragées par le ministère de la Réconciliation et dont la mission est d'appuyer les FAMas.

Les membres des groupes d'autodéfense sont recrutés au sein de populations paysannes pour servir de brigadiers, d'éclaireurs et de combattants à l'armée malienne. Un conflit, par personne interposée dès lors, ressuscite des conflits anciens opposant agriculteurs et éleveurs autour de l'exploitation des ressources naturelles. Par ailleurs, les membres des groupes d'autodéfense se revendiquent de l'État et c'est pourquoi «certains collaborent avec les FDS pour traquer les djihadistes comme les groupes d'autodéfense bambaras», écrivait Gaye (2017). C'est cette traque des djihadistes qui par endroits est passée à la chasse aux Peuls, d'où le conflit intercommunautaire. Le tournant communautaire a été marqué par trois événements majeurs.

Le premier événement, lié à l'assassinat du 2^e adjoint au maire de Karéri, Youssouf Coulibaly, membre de la confrérie des chasseurs du Karéri et responsable du groupe de veille, le 30 avril 2016. En réponse à ce meurtre, le carnage de Malémana, le lendemain, 1^{er} mai 2016, fit 43 morts au sein de la communauté peule. Le Karéri s'embrasa pendant trois mois sans répit, avec des tueries en brousse et des enlèvements sans précédent d'animaux, qui empêchèrent les paysans de cultiver.

Le second événement est l'assassinat du boutiquier Chaka Dembélé de Diawaribougou, le 11 février 2017 ; l'incident mit le feu aux poudres. Suspecté d'espionnage en

faveur de l'armée et exécuté par les djihadistes, sa mort contribua à un nouvel embrasement du Centre. Les représailles des chasseurs Donso firent 20 morts et 18 blessés au sein de la communauté peule vivant dans les hameaux voisins. Ameutés, certains groupes peuls notamment les Térééré (voleurs de bétail peuls) se lancèrent dans l'enlèvement des troupeaux de Bambaras et des assassinats ciblés au sein de la même communauté.

Au même moment en pays dogon, les assassinats des chasseurs Théodore Somboro¹ en octobre 2016 dans la commune de Ségué, cercle de Bankass, et Souleymane Guindo en juin 2017, commune de Dioungani, cercle de Koro mirent le feu aux poudres et conduisirent à la situation actuelle. Suivant la déclaration de guerre tous azimuts par le gouvernement, la milice Dana Ambassagou se constitua en bras armé des FAMas en pays dogon. Une guerre terrible ravagea dès lors la région : ni les agriculteurs dogons ni les Peuls n'osent plus sortir aux champs ou faire paître leurs animaux (Gaye 2017).

L'impact de ce conflit intercommunautaire sur la situation actuelle

De son éviction à la tête de la commission des bons offices chargée de négocier avec les djihadistes, en particulier Hamadoun Koufa et Iyad Ag Ghali en janvier 2018, à l'éclosion de l'affaire dite de l'éducation sexuelle complète en janvier 2019, l'imam Mahmoud Dicko était aux abonnés absents dans la vie politique malienne. Dans sa lutte engagée contre le pouvoir en place, l'imam Dicko trouvera un allié de poids en la personne de Bouyé Haïdara, le chérif de Nioro du Sahel. Ainsi, le Haut Conseil islamique sous sa forme anti-pouvoir est monté au créneau. Un meeting fut organisé

au Stade du 26 mars, le 10 février, puis le 5 avril 2019 à la place de l'Indépendance avec, comme ordre du jour, le départ du Premier ministre Soumeylou Boubèye Maïga. Mahmoud Dicko avait accusé le gouvernement d'instrumentalisation du conflit au Centre. Il clamait que des Peuls autochtones ont par endroits été contraints d'abandonner la terre de leurs ancêtres au profit d'autres communautés. Il incitait toutes les parties à se donner la main afin de ne pas faire le jeu du gouvernement, rappelant du coup l'expérience du Nord avec les milices songhay mobilisées à l'époque contre les Touaregs. Sur les réseaux sociaux, les chroniqueurs des plateformes d'obédience communautaire (dogons et peuls) se lancèrent dans des interprétations aussi diverses que variées. Il faut au passage souligner qu'au meeting organisé par Tabital Pulaaku, le 30 mars 2019 au Palais de la culture à Bamako, une semaine après le massacre d'Ogossagou 1 du 23 mars 2019, qui avait fait officiellement 160 morts (tous Peuls), l'imam avait pris la parole, accusant le gouvernement d'être à la base de l'hécatombe. Son discours anti-État lui valut l'adhésion totale des éleveurs peuls et de quelques-uns des intellectuels au sein du M5-RFP. Malgré les accusations contre l'État d'instrumentalisation du conflit intercommunautaire, l'imam Dicko porte un discours conciliateur et insiste sur son impartialité.

En fin de compte, il faut noter qu'en dehors des ressortissants du Centre et de l'imam Dicko, les Bamakois et politiciens du M5-FRP ont combattu le gouvernement de IBK pour des causes autres que la condition des Dogons ou des Peuls. Ces derniers ont marché durant l'année 2018 contre les exactions des leurs par les milices pro-étatiques, les Dogons ont fait de même en 2019 contre les agressions des djihadistes et

miliciens peuls, sans une adhésion populaire des habitants du District.

Note

1. Dont l'audio sous forme de testament est sans doute une des causes de la chasse aux Peuls engagée depuis 2016 au Centre du Mali. Dans ledit audio, il disait ceci en français « *Monsieur le chef d'état-major général, j'ai été attaqué par les djihadistes entre Doundé et Ségué. Les djihadistes ont tiré sur moi. Je suis vraiment touché et je vais mourir; je le sais. Je confie ma famille à vous. L'indemnité que je recevais, 150 000 F par mois, vous les donnez à mes femmes, à mes frères et occupez-vous de ma famille. Je suis mort pour tout le pays, surtout pour les Dogons, les Dafings, les Bobos, les Bambaras, tous les Noirs. Mes parents chasseurs, vengez-vous, rentrez dans les villages peuls, tuez tout le monde, c'est eux les complices et qui m'ont tué. Je me confie à vous, ma famille est à vous, je suis mort pour la Nation. Je suis mort pour la Nation. Mon jeune frère Timothée, je vous confie ma famille, je te confie ma famille.* »

Références

- Cissé, M. G., 2018, « Hamadoun Koufa, fer de lance du radicalisme dans le Mali central », dans Mirjam de Bruijn, Biographies de la radicalisation : Des messages cachés du changement social, Langaa Research & Publishing.
- Gaye, Serigne Bamba, 2017, Conflits entre agriculteurs et éleveurs dans un contexte de menaces asymétriques au Mali et au Burkina Faso, Friedrich-Ebert-Stiftung, Dakar-Fann.
- Leblon, Anais, 2019, « Pasteurs marginalisés et/ou djihadistes : représentations des Fule dans le traitement médiatique de la crise au Centre du Mali », dans B. LECOCQ & A. NIANG, Identités sahéliennes en temps de crise : histoires, enjeux et perspectives, Berlin, LIT Verlag, p. 93-132.

Intervention militaire et constitutionnalisme

Le départ forcé de IBK au Mali est maintenant un fait accompli. L'intervention militaire, elle aussi, est irréversible, car elle a donné lieu à la transition en cours. Une grande majorité de la population malienne est en faveur du changement à cause du malaise social, de la gouvernance médiocre, de la violence dans le nord et le centre du pays, du pillage organisé, du délitement institutionnel, et de l'instrumentalisation des institutions à des fins personnelles par l'équipe déchue. Pour certains donc, l'intervention militaire était opportune, surtout si elle mène à un réel changement de cap.

Mais ne faudrait-il pas se méfier des arguments qui font appel à un réalisme politique selon lequel la réalité du jour justifierait le geste des militaires? Que dire de la logique selon laquelle l'intervention des militaires était inévitable parce qu'elle répond à un désir «populaire»? Bref, le pragmatisme, l'appel à l'autorité du bon sens, et les généralisations qui tiennent aux expériences personnelles et collectives créent-ils une nécessité ou une urgence appelant l'armée à jouer un rôle pourtant inconstitutionnel?

Les prémisses des arguments avancés en faveur de l'intervention militaire ne sont pas moins problématiques que celles qui sous-tendent le raisonnement des partisans du statu quo. Il y a d'abord le fait qu'ils interviennent ex post facto. Il n'y a aucun doute que les partisans de IBK soutiendraient à leur tour un contre-coup s'il y

Siba N'Zatioula Grovogui

Université de Cornell,
New York, USA

en avait eu un et, dans ce cadre, avanceraient des arguments en faveur de la légalité et de la constitutionnalité – mais peut-être pas de la légitimité. Ces derniers n'ont donc pas tort de faire porter le débat sur les motivations propres et le but de l'intervention militaire.

Le problème de la logique de la nécessité est qu'elle apparaît vraie simplement parce qu'il n'est pas possible qu'elle soit fausse. Il n'est pas non plus possible de disputer cette supposée nécessité d'après laquelle il manque une proposition évidente pour contrer la première, en l'occurrence la nécessité de l'intervention dans sa forme actuelle. C'est une nécessité trompeuse, qui ne peut en aucun cas produire de la légitimité. On en prend acte et on en tient compte cependant, du fait même qu'elle n'est pas un fait admis par tous.

La légitimité constitutionnelle et le consentement étant donc absents dès le départ, il ne reste plus, pour assurer aux Maliens que le corps et le jeu politiques en seront fortifiés, que la forme de l'intervention et le rapport entre les objectifs déclarés des militaires et les actes qu'ils accomplissent. Il ne s'agit donc pas de se focaliser sur l'intervention en tant que telle, mais plutôt d'appréhender les habitudes

politiques néfastes susceptibles d'être modifiées dans le cadre de l'intervention. Par conséquent, il nous appartient à tous d'insister sur des dispositions constitutionnelles, des compétences institutionnelles réelles, et des organes indépendants pour enfin changer la manière dont acteurs politiques et citoyens participent au jeu politique.

La double tragédie des interventions militaires en Afrique postcoloniale est que 1) elles ont rarement abouti à un changement de comportement de la classe politique et 2) elles ont plutôt donné lieu à des institutions qui n'ont pas réussi à cadrer le jeu politique et la vie constitutionnelle dans un sens positif au-delà de l'alternance au pouvoir. Dans le premier cas, les coups d'État et interventions militaires au Mali et ailleurs en Afrique n'ont pas réussi à changer les habitudes des politiciens ni à empêcher la répétition des antécédents : opportunisme politique, abus de pouvoir, tendance autoritaire et autocratique, culte de la personnalité, et gestion maffieuse de la vie publique et de l'économie. Bref, ils ont souvent produit des présidents aussi inefficaces que leurs prédécesseurs.

Comme pour confirmer la répétition des mauvaises habitudes institutionnelles et constitutionnelles, l'intervention militaire est devenue le recours ultime de règlement des crises constitutionnelles, sans qu'il y ait une réflexion poussée sur la possibilité d'une méthode autre que la prise de pouvoir. Autrement dit, l'armée peut-elle concevoir une

méthode d'intervention moins dramatique, mais plus efficace? Peut-elle proposer un tel mode d'intervention comme clause constitutionnelle afin de donner un style, une forme, et une logique institutionnelle à sa participation à la vie nationale? À présent, force est de constater que l'intervention pour changer le gouvernement est, en tant que telle, la règle du jeu que l'armée s'est choisie. Or celle-ci ne suffit pas à faire la lumière sur les avantages constitutionnels dans le long terme. C'est la raison pour laquelle les militaires sont souvent tombés dans les mêmes pièges que les civils qu'ils dénoncent au moment de l'intervention, et souffrent par conséquent, souvent, du même sort politique que les civils.

Les problèmes de la gouvernance postcoloniale ne peuvent être résolus par un seul mandat. Ils ne peuvent non plus être résolus selon la culture politique, les méthodes de gestion et les règles du jeu politique qui prévalent présentement. Ces problèmes sont nombreux et réels. Ils vont des questions de souveraineté nationale à la gestion des wadis; de la question de la citoyenneté à la question du genre; de l'héritage colonial à la gestion

de la mémoire collective; de la séparation entre l'espace public et privé à celle des pouvoirs et ainsi de suite. Ce contexte requiert non seulement un regard lucide sur le passé, mais aussi la capacité d'imaginer le futur. Il exige non seulement l'examen détaillé et la connaissance de soi, mais aussi une ambition d'expérimentation et un rejet du mimétisme. Par-dessus tout, le contexte nous oblige à revoir la culture politique, la responsabilité citoyenne, les parts de souveraineté qui reviennent à l'État et celles qui constituent des droits irrévocables des citoyens et des entités communautaires. Il faudrait aussi revoir les privilèges et immunités de tous, y compris ceux des arbitres du jeu politique, surtout en période de crise.

D'aucuns doutent de la capacité du Mali en particulier, et de l'Afrique en général, d'innover en matière de gouvernance. La référence faite à l'Afrique à cet égard est simplement opportuniste. Le problème ne se limite pas à l'Afrique. Niccolò Machiavel avait en son temps perçu que « L'innovateur a pour ennemis tous ceux qui profitent des institutions anciennes, et il ne trouve que de tièdes défenseurs dans ceux pour qui les nouvelles

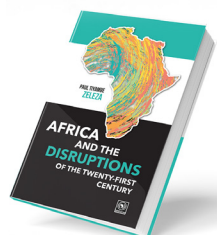
seraient utiles ». Il est donc normal que les opposants à la réforme se présentent comme des partisans du pragmatisme. Leurs arguments souffrent cependant d'un déficit de crédibilité.

Robert Kennedy lui aussi avait bien perçu le besoin de l'Afrique de se prendre en charge quand il prononça ces mots en 1966 en Afrique du Sud : « Nombre des grands mouvements de pensée et d'action du monde découlent du travail d'un seul homme. Un jeune moine entame la Réforme protestante, un jeune général étend un empire de la Macédoine aux confins de la terre, et une jeune femme reprend le territoire de la France. Thomas Jefferson, 32 ans, a proclamé que tous les hommes sont créés égaux. » Kennedy avait omis Soundiata, qui surmonta son infirmité physique pour bâtir un des plus grands empires de son époque. Il ne nous reste donc qu'à citer Frantz Fanon, pour terminer : « Chaque génération doit dans une relative opacité découvrir sa mission, la remplir ou la trahir. » Le choix incombe aujourd'hui à la classe politique malienne et plus globalement aux citoyens maliens de se doter des moyens de leur responsabilité.



Coming Soon / À paraître

publications@codesria.org - <https://www.codesria.org/spip.php?article3111>



In this important and timely volume, Paul Tiyambe Zeleza brilliantly investigates the 'various disruptions and dysfunctions of the early twenty-first century for Africa' through the lens of both the African continent and the diaspora. This collection of wide-ranging essays powerfully and persuasively challenges the reader to reflect upon the way in which a crisis, including the current pandemic, 'holds a giant mirror to society' in order to expose underlying social, economic and racial injustices.

Henry Louis Gates, Jr., Alphonse Fletcher University Professor, Harvard University

In an era marked by global structural disruptions, we are fortunate to have this wideranging collection of essays from Paul Tiyambe Zeleza to help make sense of it all. From his distinctive Pan-African vantage, Zeleza offers incisive analysis of the interlocking issues of geopolitics, racism and higher education. A history of the present that is as devastating as it is erudite, this hard-hitting, brilliant book is a must-read.

Alondra Nelson, President, Social Science Research Council

La problématique de l'inclusivité de la transition politique : une analyse des attentes des Maliens au prisme du diktat de la CEDEAO¹

De la crispation de la grogne sociale au renversement militaire du président IBK

Au Mali, le fossé entre les représentants de l'État et les communautés s'est creusé au fil des ans en raison de la faible capacité de l'État à créer des services sociaux de base (santé, éducation, sécurité). Après soixante années d'indépendance, le pays est classé parmi les Pays pauvres très endettés (PPTE). En l'espace de huit ans (en 2012 et 2020), le Mali a connu deux renversements anticonstitutionnels du pouvoir en place par des militaires. La rapidité de l'action des militaires, qui s'est déroulée sans effusion de sang, a beaucoup surpris. Comprendre ce renversement nécessite la prise en compte d'une double perspective diachronique et synchronique afin de mieux cerner la complexité de la situation que traverse le Mali, ainsi que les défis à relever par le gouvernement de transition. L'article examine l'épineuse question de l'inclusivité du processus de mise en place des organes de la transition. Il se propose d'aborder ces questions à partir d'une analyse documentaire et de discussions informelles avec des Maliens de différents profils.

En juillet 2018, malgré un bilan mitigé, le président IBK brigue un second mandat sur fond de contestation post-électorale – conduite en son temps par son principal challenger Soumaila Cissé, président du Front pour la sauvegarde de la démocratie (FSD).

Bréma Ely Dicko

Université de Bamako,
Mali

À cette contestation politique se sont greffées des manifestations de divers syndicats, en l'occurrence de l'hôpital Gabriel Touré, des magistrats, des cheminots, des enseignants du fondamental et du secondaire. Parallèlement, la dégradation de la situation sécuritaire s'est poursuivie, notamment dans le Centre du Mali² et dans le Sahel occidental. D'une manière générale, les groupes armés s'adonnent à l'assassinat et à l'enlèvement des leaders locaux dans des villages où ils enrôlent des jeunes et font des exécutions sommaires, à l'instar des massacres à Ogossagou le 23 mars 2019 contre des Peuls et de celui du 9 juin 2019 à Sobane Da contre des Dogons.

L'année 2019 a été d'une extrême violence, tant par la fréquence des conflits intercommunautaires, notamment entre Peuls et Dogons, que par le nombre de victimes. Les angoisses des populations se développent, et elles sont devenues le terreau de violences multiformes exacerbées, avec leurs lots de déplacés internes, estimés à 168 515 personnes pour la période de janvier à juin 2019³, et externes, estimés à 139 020 réfugiés maliens vivant en Mauritanie, au Niger et au Burkina Faso.

Nonobstant cette dégradation de la situation sécuritaire, le président a pris avec son gouvernement la décision d'organiser le renouvellement de l'Assemblée, alors même que des voix autorisées tentaient de l'en dissuader. La tenue des élections législatives de mars-avril 2020 a dès lors été l'élément déclencheur de différents mouvements de contestation des résultats, d'abord à Sikasso, puis dans la ville de Bamako qui en est devenue l'épicentre.

Le M5-RFP, catalyseur des tensions et miroir des attentes des Maliens

Les mobilisations citoyennes répétées visant à dénoncer la dégradation de la situation sécuritaire, notamment avec les massacres récurrents de populations civiles dans le Centre du pays, et plus récemment la gestion controversée de la crise sanitaire liée à la Covid-19, ont mis à mal le peu de confiance qui subsistait entre le gouvernement et une large partie de l'opinion nationale.

Au-delà du slogan mobilisateur « le départ du président IBK et de son régime », les leaders du M5 visaient en réalité la restauration de l'autorité de l'État par l'instauration d'une meilleure gouvernance des affaires publiques, la résolution de la crise scolaire qui perdurait, la lutte contre la corruption impliquant les proches du président, et la promotion de la réconciliation, notamment entre Peuls et Dogons, dans le Centre du Mali.

Pour les leaders du M5-RFP, ce changement n'était plus possible sous le régime sclérosé de IBK. D'une manière générale, eu égard à la déliquescence de l'État, à la dégradation de la situation sécuritaire, à la faillite d'une large partie de la classe politique, les Maliens de tout bord (société civile, politiques, citoyens lambda) aspirent à une refondation du système de gouvernance. Les attentes fortes exprimées au cours des réunions et lors des débats radiophoniques et télévisés concernent les réformes institutionnelles et politiques : la révision de la Constitution, la lutte contre l'impunité, l'insécurité, la résolution de la crise scolaire, l'éducation à la citoyenneté, la réforme du système électoral entre autres. Certains de ces sujets ont été abordés lors des journées de concertations nationales organisées par la junte du 10 au 12 septembre 2020, qui ont abouti aux résolutions suivantes :

- L'élaboration d'une Charte de la transition, contestée en partie par le directoire du M5-RFP qui dénonce la volonté de « confiscation » du pouvoir par le CNSP ; il estime également que des anciens dignitaires du régime d'IBK tentent de « dénaturer » les rapports issus des concertations ;
- La proposition des organes de la transition, qui sont : un président civil ou militaire, un vice-président civil ou militaire, un gouvernement de 25 membres tout au plus, dirigé par un Premier ministre civil ;
- Un conseil national de 121 membres issus de l'ensemble des forces vives, qui sera aussi l'organe législatif.

Qu'en est-il cependant de la représentativité de toutes les forces vives à la conduite de la transition post-coup d'État ?

De l'inclusivité du processus de mise en place de la transition politique

Avant le coup d'État du 18 août 2020, il y avait un clivage réel entre les pro-IBK réunis au sein de la majorité présidentielle et les contestataires incarnés par le mouvement social M5-RFP. À ceux-ci, il convient d'ajouter les ni-ni c'est-à-dire ceux qui se préoccupent de leur gagne-pain quotidien sans appartenir ou du moins se réclamer de tel ou tel camp. Il s'agit des déplacés internes, des réfugiés et d'autres civils qui vivent du secteur informel. Le débat public était aussi très marqué par ce clivage, avec des positions très souvent antinomiques, car les uns défendaient bec et ongles le régime d'IBK et les autres réclamaient la démission du régime.

S'agissant de la problématique de l'inclusivité du processus de transition, si les officiers qui ont pris le pouvoir ont rencontré l'ensemble des forces vives, ils ont rencontré seuls la délégation de la CEDEAO pour discuter de la durée de la transition et de sa nature civile ou militaire. Ensuite, la junte a pris la décision unilatérale de publier au Journal officiel un nouvel acte fondamental, sans pour autant suspendre la Constitution de février 1992.

Par ailleurs, pour nombre de Maliens, les réponses de la CEDEAO sont en décalage avec la profondeur de la crise malienne et les réformes substantielles à mettre en place durant la transition. Pour cette raison, les sanctions de la CEDEAO, bien que conformes à son protocole de bonne gouvernance, sont mal perçues.

La CEDEAO a d'abord infligé au Mali des sanctions économiques et elle a exigé et obtenu la libération du président IBK. Mais sa demande d'une transition civile a suscité diverses réactions des Maliens. Certains, non seulement fustigent ses sanctions, mais se sont aussi organisés dans le cadre d'un mouvement populaire, dit du 4 septembre, pour réclamer une transition militaire. D'autres, par contre, revendiquent une transition civile tout en demandant la levée des sanctions de la CEDEAO, à l'instar des leaders du M5-RFP.

Le paradoxe est que ce qui est perçu par la CEDEAO et les partenaires du Mali comme étant un coup d'État, est vu au niveau national comme un coup de pouce vers un Mali nouveau, dont la gouvernance est à refonder du point de vue des acteurs et de son architecture globale. Néanmoins, les avis des citoyens divergent sur le modèle de transition qui permettra de faire émerger un nouveau cap.

Notes

1. Cet article a été rédigé avant la mise en place du gouvernement de transition
2. Human Right Watch, « Combien de sang doit encore couler ? », *Atrocités commises contre des civils dans le Centre du Mali*, 2019.
3. Rapport du Secrétaire général des Nations unies, S/2019/782, octobre 2019, p. 10. Selon le même rapport, la majorité des déplacés, soit environ 80 000 personnes, a été déplacée dans le Centre du Mali au cours du premier semestre de 2019. Pendant la même période, en 2018, les déplacés représentaient 75 351 personnes.

De l'euphorie du coup d'État à une transition peu consensuelle¹

Le Mali reste agité après une longue période de manifestations et de protestations portées par le Mouvement du 5 juin-Rassemblement des forces patriotiques (M5-RFP), qui aura duré plus de deux mois. Ces soulèvements se sont achevés par un coup d'État militaire intervenu le 18 août 2020, porté par des officiers supérieurs des forces de défense et de sécurité qui bénéficient d'un soutien populaire à l'intérieur du pays et même dans la diaspora. Si d'aucuns ont fustigé le caractère inconstitutionnel du coup, ne voir ce coup d'État qu'à travers le prisme de la dimension constitutionnelle serait s'inscrire dans le déni ou l'ignorance des attentes du peuple malien.

Coup de force et déni de l'évidence

Vouloir gommer le contexte et les circonstances dans lesquels le coup d'État est survenu est une lecture simpliste de la situation sociopolitique et sécuritaire délétère que traverse le Mali depuis plus de dix ans.

En effet, les défis majeurs qui se posent au Mali ont pour noms la justice à géométrie variable, une offre sécuritaire non satisfaisante et peu adaptée, l'impunité qui gangrène les élites politique et militaire, le sentiment des Maliens de vivre dans un pays sans État, l'impression de ne plus être en mesure de changer le système par les urnes et enfin la mise sous tutelle de toutes les institutions de la République y compris militaires. Tout cela a fini par rendre la contestation par la violence inévitable.

Aly Tounkara

Centre des Études
Sécuritaires et Stratégiques
au Sahel/CE3S,
Bamako, Mali

Par ailleurs, beaucoup de Maliens ne se retrouvent pas dans le schéma de transition élaboré et proposé par les chefs d'État de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). La CEDEAO exige une transition pilotée par des civils et d'une durée maximale de douze mois. Cette proposition continue de faire débat entre les Maliens.

Il est important de rappeler que le renouvellement de l'élite politique des années 90 et la refonte des pratiques politiques sont parmi les impératifs qui font le plus consensus chez un nombre élevé d'observateurs de la situation sociopolitique que traverse le Mali. Pour autant, le manque de constance dans le discours du leadership militaire suscite de l'inquiétude par rapport au modèle de transition proposé. L'enjeu premier est de trouver des solutions aux tares dénoncées pendant le quinquennat du président Keïta. Il faut aussi le souligner, certaines des difficultés soulevées, telles que la question de la gouvernance, l'offre sécuritaire, une justice équitable et égalitaire, ne peuvent trouver des réponses dans le court terme, mais doivent être pensées dans le temps long. La

temporalité va aussi dépendre des choix des hommes et des femmes qui vont animer la transition. Penser le temps long implique également de mesurer la complexité des conflits qui minent le nord et le centre du pays. De la même manière, la question de la mauvaise gouvernance est un problème systémique qui touche à l'éthique et à la morale.

À ce niveau, les militaires doivent avoir à l'esprit un certain nombre de critères parmi lesquels l'efficacité, la pertinence, la légitimité, et surtout la redevabilité aux populations. Comment traduire cependant ces principes concrètement? Distribuer des fauteuils et des responsabilités à différents groupes d'intérêt reviendrait à déplacer les problèmes de fond. L'apaisement sera passager et la crise n'en sera que plus longue et plus destructrice.

Comment s'y prendre ?

Pour apporter des solutions durables aux souffrances auxquelles les Maliens font face, il est impérieux de se soustraire à l'urgence du raccourci et au simplisme, et de cultiver une pratique de l'efficacité, de la pertinence et surtout de la redevabilité. Aujourd'hui, le Mali a par exemple besoin d'un ministre de la Justice capable de veiller à ce que la justice soit distribuée entre les Maliens de façon équitable et égalitaire. Un.e ministre capable de punir des magistrats lorsque ces derniers ne rendent pas la justice de façon équitable.

Le Mali a besoin d'un ministre des Affaires étrangères qui soit capable aujourd'hui de dire clairement aux forces étrangères (la Minusma, la force Barkhane) qu'en dépit de leur apport important pour le retour à une paix durable dans le contexte malien, il est aussi de la responsabilité de l'État malien, à défaut de définir les différents mandats, d'avoir un regard sur leur exécution. Si un ministre des Affaires étrangères n'est pas capable de dire à la force Barkhane de ne plus intervenir sans que les postes de sécurité de Gao, de Kidal sans en être informés au préalable, la souveraineté du Mali restera conditionnée et le pays risque de retomber dans les pièges du passé. La preuve en est que quand deux avions français ont fait collision, l'opinion nationale et même internationale a appris l'information au même titre que le gouverneur de la région concernée. Soulever ces problèmes ne signifie pas qu'on soit anti-français, mais tout simplement que l'on veut que

l'action française soit pertinente et efficace pour le Mali et qu'elle réponde aux besoins de sécurité des Maliens et non pas aux stratégies géopolitiques de la France.

De la même manière, le Mali a besoin d'un ministre du Culte, qu'il soit chrétien, musulman ou athée, capable de réglementer le champ religieux au Mali. Quand on regarde la manière dont les prêches sont donnés dans les églises et les mosquées, cela pose tout de même la question de la maîtrise des théologies. Qu'on s'entende bien : réglementer ne veut pas dire que l'on est contre l'islam ou le christianisme. Il est extrêmement important de rappeler que le fait religieux est quelque chose de présent dans la vie des Maliens, donc il ne sert à rien d'avoir peur des religions. Il existe, certes, un décret qui date de 1958, sous l'administration coloniale, et un autre qui a été pris en 1962 sous le président Modibo Keita. Ces

deux dispositifs ne sont plus en phase avec les réalités présentes. Le champ religieux malien mérite d'être clairement régularisé à travers des textes dont la rédaction doit impliquer en premier lieu les religieux concernés.

Les suggestions ci-dessus sont des exemples, entre autres, de réformes auxquelles la transition doit sérieusement s'atteler. Par ailleurs, si les militaires tombent dans des considérations partisans, ils pourront difficilement relever les défis énumérés. Pour ce faire, les militaires eux-mêmes ont intérêt à se soumettre à un certain nombre de privations et de sacrifices. Parce qu'une fois aux commandes la tentation est grande de succomber au charme de privilèges décriés.

Note

1. Cet article a été rédigé avant la mise en place du gouvernement de transition.

The Many Entanglements of the Malian Conflict

Mali's most recent turmoil and the protests and social unrest that precipitated the removal of President Ibrahim Boubacar Keita (IBK) result from years of the compounding effects of insecurity, communal violence, corruption scandals and institutional instability at the highest level of government. The aftermath of the contested legislative elections and the controversial Constitutional Court's ruling, which annulled some results and awarded additional seats to IBK's party, set

Oumar Ba

Morehouse College,
Atlanta, USA

in motion a popular movement that ultimately laid the groundwork for the military to seize power—once again. This short analysis focuses on the external interventions in the Malian state and argues that no diagnostic of the Malian sociopolitical malaise is complete

without taking international actors into consideration: if they have not made a volatile situation worse, they have at least utterly failed to improve the situation.

The trouble with peacekeeping

Six out of the thirteen current UN peacekeeping operations are located on the African continent. It is true that these missions in Africa tend to operate in very difficult conditions, which hampers their effectiveness in carrying out

their mandates. For instance, initially, the UN Multidimensional Integrated Stabilization Mission in Mali (MINUSMA) was able to help strengthen peace stability in northern Mali while also aiding the return of refugees and assisting in the peace process that culminated in the 2015 Algiers Agreement. Since 2016, however, this progress has been rolled back, as central Mali too has been engulfed by intercommunal violence, and attacks on military outposts in the border areas between Mali and Niger continue to inflict heavy casualties on national armies.

As the second-largest UN peace-keeping operation, with more than 15,000 personnel, the UN mission in Mali is also currently the world's deadliest peacekeeping mission, sustaining an extraordinary number of fatalities (Sieff & Hahn 2017). MINUSMA is based mostly in larger towns, and it has a very limited presence in the central regions of Mali where non-state armed actors are the most active. Interviews and focus groups conducted in Mali by the Effectiveness of Peace Operations Network (EPON) reveal that local populations 'feel the Mission is no longer able to improve peace and stability in Mali' (Van der Lijn et al. 2019). As the study indicates, 'MINUSMA's response to the asymmetric threats it faces has often been the bunkerisation in "supercamps" and in military bases and allocating significant resources to convoy protection' (Van der Lijn et al 2019: 76) What does that say when a UN peacekeeping mission spends significant resources on protecting itself rather than the local populations?

Additionally, the 'bunkerisation' of the UN mission in Mali means it is impossible to develop a people-centred approach which

could meaningfully have a positive impact on the lives of Malians. MINUSMA's legitimacy is also negatively affected by its association with the G5 Sahel Joint Force; it provides the latter with operational and logistical support and shares facilities with the French Operation Barkhane in some locations.

Moreover, as UN peacekeeping operations increasingly rely on contracted private military and security companies (PMSCs), their security practices produce ever more unintended negative consequences, such as the perpetuation of insecurity through the emergence of a local security economy and reproducing forms of security that are opposed to the aims of protecting civilians and facilitating peace (Krahmann & Leander 2019). For all these reasons, it should not come as a surprise that local populations would feel that the UN operations in Mali are not improving peace or stability.

State of delinquency and counter-terrorism/insurgency lab

Mali has been in a chronic state of delinquency. Over the past few years, perpetual strikes have paralysed main sectors of the administration and the state's ability to deliver services (Maïga 2020). Add to this an inadequate response to the massacres of civilian populations as a result of intercommunal violence, the socioeconomic effects of Covid19, and the belief that the most recent parliamentary electoral results were not a reflection of the citizens' choices, IBK's rule was untenable. Something had to give.

Meanwhile, the international community's response remained fixated on counter-terrorism. Yet,

even in the realm of security, the biggest purveyors of violence in Mali are not those commonly labelled 'terrorists' by the international community. In fact, communal militias were responsible for more than half of all civilian deaths in the first trimester of this year (ACLED 2020a) and state violence against civilians is endemic (ACLED 2020b). This is but one of many problems with the international community's approach in Mali and across the Sahel. Moreover, when the international community adopts empty slogans such as 'good governance' and 'supporting state capacity', the fact that citizens may perceive the 'state' mainly through its capacity to inflict harm is often ignored.

As Thurston (2020) highlights, too, the multiplying effect of the international community's interventions in Mali and across the Sahel is staggering. Acronyms and new programmes are constantly added, and very rarely do any of them get downgraded or abandoned. So, the Malian landscape is dotted with a who's who of acronyms and operation names: MINUSMA, Barkhane, EUTM, G5, Coalition for the Sahel, Takuba, Sahel Alliance, P3S (Lebovich 2020).

Intervention by other means

The interventionist approach to the Malian crisis also extends beyond the usual suspects. The International Criminal Court (ICC) and UNESCO, too, have made their share of interventions that addressed the concerns and priorities of the interveners rather than the needs of Malians. The ICC intervention stems from a 2012 request by an interim government under President Dioncounda Traore, which was struggling for legitimacy in a highly fluid political and security environment (Ba 2020a: 144–45).

The ICC, facing its own legitimacy crisis and having suffered many recent setbacks, welcomed the invitation and focused its investigations on the jihadists and the destruction of cultural heritage, at the expense of other crimes committed during the 2012 rebellion and the jihadist takeover in the north and its aftermath. This again shows the extent to which the interventionist approach from the international community follows its own logics, which are often at odds with the concerns of Malian citizens (Ba 2019, 2020b).

What do Malians want?

A few years ago, Madina Thiam (2015) remarked that it has become customary to discuss Mali while simultaneously ignoring Mali, because an 'empire state of mind' places the Western agenda at the centre of the analysis and (counter) interventionist debates and policies. In the end, however, we all ought to return to the basics: What do Malians want? What are their legitimate demands and concerns? Where do their priorities lie? In the aftermath of the removal of IBK, for instance, ECOWAS pushed for a swift return to constitutional order. Yet, many Malians want to free themselves from the 'tyranny of urgency' (Maïga 2020). In the end, the legitimate demands and concerns of Malian citizens must take precedence over the interests of regional and international actors.

An Afrobarometer survey conducted in March–April 2020 reveals that the military is one of the most respected institutions in Mali, with eight out of ten citizens saying that they trust the military (more than religious leaders and all political institutions) (Coulibaly, Logan & Gyimah-Boadi 2020). The survey also shows that 69 per cent of Malians reject military rule and prefer democracy. This points to the

need for a well-planned transition, which should not be constrained by the diktat of ECOWAS. Because, indeed, a transition well planned has better chances of having lasting positive effects than a rushed one. Public support and positivity towards the military, however, should not obfuscate the human rights abuses and extrajudicial killings perpetrated by the Malian security forces (Amnesty International 2020), who, ultimately, will need to be held accountable by Malians themselves.

References

- ACLED, 2020a, 'CDT Spotlight: Navigating a violent insurgency in Mali', <https://acleddata.com/2020/04/16/cdt-spotlight-navigating-a-violent-insurgency-in-mali/>.
- ACLED, 2020b, 'State atrocities in the Sahel: The impetus for counterinsurgency results is fueling government attacks on civilians', <https://acleddata.com/2020/05/20/state-atrocities-in-the-sahel-the-impetus-for-counter-insurgency-results-is-fueling-government-attacks-on-civilians/>.
- Amnesty International, 2020, 'They executed some and brought the rest with them', AFR 37/2318/2020, <https://www.amnesty.org/download/Documents/AFR3723182020%20EN%20GLISH.pdf>.
- Ba, Oumar, 2019, 'Who are the victims of crimes against cultural heritage?', *Human Rights Quarterly*, Vol. 41, No. 3: 578–595.
- Ba, Oumar. 2020a. *States of Justice: The Politics of the International Criminal Court*, Cambridge, UK: Cambridge University Press.
- Ba, Oumar, 2020b, 'Contested meanings: Timbuktu and the prosecution of destruction of cultural heritage as war crimes', *African Studies Review*, DOI: <https://doi.org/10.1017/asr.2020.16>.
- Coulibaly, Massa, Logan, Carolyn and Gyimah-Boadi, E., 2020, 'AD386: Malians, though eager for change from failing state and economy, still demand democracy', *Afrobarometer*, http://afrobarometer.org/sites/default/files/publications/Dispatches/ad386-malians_eager_for_change_still_look_to_democracy-afrobarometer_dispatch-25aug20.pdf
- Krahmann, Elke and Leander, Anna, 2019, 'Contracting security: Markets in the making of MONUSCO peacekeeping', *International Peacekeeping*, Vol. 26, No. 2: 165–189.
- Lebovich, Andrew, 2020, 'Disorder from chaos: Why Europeans fail to promote stability in the Sahel', Policy Brief, European Council on Foreign Relations, https://www.ecfr.eu/page/-/Sahel_Alliance_Lebovich.pdf.
- Maïga, Ibrahim, 2020, « Le problème du Mali va au-delà d'IBK », L'Essor, 25 août, <https://lessor.site/ibrahim-maiga-le-probleme-du-mali-va-au-dela-dibk.html>.
- Sieff, Kevin and Hahn, Jane, 2017, 'The world's most dangerous U.N. mission', *The Washington Post*, 17 February, <https://www.washingtonpost.com/sf/world/2017/02/17/the-worlds-deadliest-u-n-peacekeeping-mission/>.
- Thiam, Madina, 2015, 'Can the Malians speak', *Africa Is A Country*, <https://africasacountry.com/2015/12/a-malian-state-of-mind/>.
- Van der Lijn, Jaïr et al., 2019, 'Assessing the Effectiveness of the United Nations Mission in Mali (MINUSMA)', EPON Report, Oslo: Norwegian Institute of International Affairs.

Africa and the disruptions of the 21st century is a global public intellectual's reflection of Africa's place in a rapidly changing world. Compellingly, he sees Africa's place as far from marginal. Through the prism of his direct observation of events in the US and Africa, he skillfully weaves together his personal reflections and well-researched accounts. There is much insight to draw on and much to ponder. The rich reflections of this global African point to the dire need for such works among African academics.

Funmi Olonisakin, Vice President & Vice Principal International, Professor of Security, Leadership & Development, King's College London

La rupture de l'ordre démocratique comme aboutissement de la gouvernance chaotique

L'expérience de la démocratie en Afrique à partir des années 1990 a été plus marquée par des interruptions de l'ordre démocratique que par l'alternance. Avec trois coups de force en 29 ans (1991, 2012 et 2020), véritables signes de bégaiement de l'histoire, l'exemple malien n'est pourtant pas exceptionnel dans la région sahélienne. L'objectif de ce travail est de relever une contradiction entre la rationalité démocratique et l'ordre démocratique qui était censé découler des processus de réforme enclenchés au début des années 1990.

Les acteurs, issus de divers champs sociaux, livrent leurs opinions sur la gouvernance au Mali. Il en ressort une photographie des faits de gouvernance.

Les leaders politiques

Le pouvoir démocratique est un pouvoir qui se caractérise par son exercice au mieux de l'intérêt du peuple, et non pas du seul dirigeant et de ses acolytes. Quand un seul de ces impératifs n'est pas satisfait, la gouvernance devient si bancal que la possibilité d'une « alternance contre nature » s'invite dans l'agenda politique. La gouvernance au Mali était-elle devenue bancal ?

Lorsque des individus se prévalent de liens de filiation avec le président de la République pour s'immiscer dans la gouvernance, et par-dessus tout, s'ériger en propriétaires privés des ressources

Kawélé Togola
Université de Bamako,
Mali

publiques ou en promoteurs privés des emplois publics, il est clair qu'une telle gouvernance ne saurait s'accomplir ni au mieux de l'intérêt général ni dans le respect des règles démocratiques.

Véritables acolytes du régime, ces individus ont fini par confisquer le pouvoir d'État. Il n'échappe plus à personne que l'on est dans une situation d'exercice du pouvoir d'État par personne interposée. Une telle pratique est en déphasage avec le principe de service public. Dans le cas spécifique du Mali, cette pratique aura fini par compromettre la réussite des projets politiques et susciter des tensions entre, d'une part, les acteurs politiques et les citoyens, et d'autre part, les acteurs politiques eux-mêmes, en l'occurrence ceux du parti au pouvoir.

Le président du parti du président de la République déchu, invité sur RFI, dans l'émission Archives d'Afrique, le 6 septembre 2020, après avoir déclaré l'adhésion de son parti au CNSP (Comité national pour le salut public), a situé les raisons de la rupture de l'ordre démocratique intervenue au Mali le 18 août 2020. Pour lui, ces raisons sont à chercher, non dans le projet politique élaboré

en 2001, mais plutôt dans la mise en œuvre de celui-ci, qui aurait rencontré des difficultés énormes ayant occasionné un déficit de gouvernance. Il lie ces difficultés à l'intrusion d'arrivistes dans le parti, qui ont d'abord réussi à investir les rouages du pouvoir et fini par prendre le contrôle de l'exécution du projet politique.

Quelques heures plus tôt, sur le plateau d'une télévision privée malienne, Renouveau Télé, le président de l'Alliance pour la République (APR), parti affilié à la majorité, tout en reconnaissant la pertinence des griefs contre le régime d'IBK, ainsi que la perte, par celui-ci, du contrôle de la gouvernance, laissait entendre que tous les ingrédients d'un coup de force étaient réunis depuis un certain moment, mais que la seule inconnue demeurait le moment du passage à l'acte.

La société civile

Au sein de la société civile, les supputations à propos de l'un des fils d'IBK, en l'occurrence Karim Kéita, sont allées bon train. Totalement absent de l'arène politique jusqu'en 2013, ce dernier est sorti de nulle part pour se faire élire député à l'Assemblée nationale sous les couleurs du parti de son père, et y occuper le poste de président de la Commission de défense et de sécurité. Son nom est régulièrement mêlé à des malversations de toutes sortes.

En effet, Karim est perçu par la société civile et aussi par les acteurs politiques comme le symbole odieux de la gouvernance défailante d'IBK. Cette perception s'est structurée à partir d'un certain nombre de déterminants. On peut rappeler, entre autres, les soupçons d'imitation de la signature du président de la République en vue de nommer des proches à des postes de responsabilité, le trafic d'influence pour faire admettre des proches à des concours de recrutement dans la fonction publique et dans les différents corps des services de défense et de sécurité, le fait de s'être fait attribuer, au mépris du respect de toutes les procédures d'attribution de marchés publics, le marché de l'approvisionnement en carburant d'entreprises actives dans les mines d'or sur le territoire national. D'aucuns le soupçonnent d'avoir fait enlever un journaliste d'un organe privé, *Le Sphinx*¹.

Comme Karim, IBK semble s'être rendu coupable, aux yeux de la société civile comme de ses compagnons politiques, d'actes politiques pour le moins répréhensibles. Ainsi, l'opinion nationale postule, voire admet sa complicité dans le reniement des résultats du deuxième tour des élections législatives d'avril 2020 par la Cour constitutionnelle, qui a permis à une trentaine de candidats recalés selon les résultats du ministère de l'Administration territoriale et des collectivités décentralisées de ressusciter. Le plus célèbre d'entre eux est Moussa Timbiné, qui sera élu en fin de compte président de l'Assemblée nationale non sans controverse. En effet, un député du RPM ayant participé à la réunion de désignation du candidat du parti au poste de président de l'Assemblée rapporte :

«Suite à un vote interne, le parti avait désigné Mamadou

Diarrassouba comme son candidat au poste de président de l'Assemblée nationale, mais [mécontents] de ce choix, Moussa Timbiné et Karim Kéita ont précipitamment quitté la salle, lâchant au passage que "ça ne se passera pas comme ça". Peu de temps après, suite à un appel reçu sur place, le président du parti, visiblement sonné, supplia Mamadou Diarrassouba de renoncer à toute ambition de briguer le poste au profit de Moussa Timbiné».

Un tel scénario, qui concentre toutes les ruptures entre le président IBK et la direction de son parti, légitime les supputations ci-dessus évoquées.

Lorsque le raccourci et la tricherie deviennent les modes de promotion ordinaires, et la corruption la principale modalité de gouvernance, force est de convenir que «la hiérarchie des valeurs dans [cette] société a été bouleversée... il ne sert plus à rien de travailler, de trimer pour avoir la récompense du mérite, être décoré²». Si de telles pratiques existaient avant le régime d'IBK, leur suppression, sous le sien, était une attente forte du peuple. Comment s'en sortir? Telle semble être la question fondamentale, mais aussi la trame de la préoccupation qui s'est emparée du peuple.

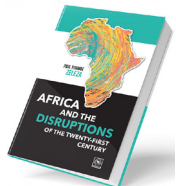
Le pouvoir démocratique ne s'est pas toujours exercé au profit de ce dernier ni même suivant les règles de la démocratie. Exaspéré et désespéré face aux pratiques de gouvernance, le peuple a envisagé, à travers le soulèvement populaire, la rupture de l'ordre démocratique comme moyen d'approfondir la démocratie. Cette rupture est alors perçue, voire espérée comme une délivrance ouvrant la voie au salut de la démocratie. C'est peut-être cela qui explique l'appui populaire au CNSP, l'organe militaire

regroupant les officiers supérieurs auteurs du coup de force du 18 août 2020 à Bamako.

Entre autres indicateurs, rappelons le soutien populaire de la société civile et de la classe politique au CNSP dans la définition, la mise en place et le fonctionnement des organes de la transition. Un autre indicateur, tout aussi pertinent, de l'appropriation du coup de force ayant entraîné la rupture de l'ordre démocratique au Mali, est la mobilisation citoyenne face aux sanctions imposées au Mali par la CEDEAO (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest). Ces indicateurs ont le mérite de légitimer une rupture de l'ordre démocratique liée à une gouvernance chaotique.

Notes

1. *Le Sphinx*, Bamako, parution du 5 juin 2019.
2. N'Diaye issa (2018), *Le festival des brigands*, T. II, Bamako, La Sahélienne, p. 25.

Coming Soon / À paraître

Paul Tiyambe Zeleza has written a tour de force that is as intellectually robust as it is engaged, historically grounded and critically illuminating. In the complicated challenges of the 21st century he shines an incisive spotlight on multiple overlapping crises that afflict Africa but have global resonance and interconnections. His admirable intellectual effort and energy calls for a regeneration, re-thinking and re-imagining of Africa and the world in ways that ground the sustainability of humanity and nature.

Tawana Kupe, Vice Chancellor and Principal, University of Pretoria, South Africa

Au-delà de la crise au Sahel : enjeux et perspectives pour l'Afrique

Entretien avec le professeur Abdoulaye Bathily*

Entretien conduit par Dr Amy Niang, transcrit par Leonide Azah Awah



Abdoulaye Bathily
Dakar, Sénégal

Amy Niang

Université Mohammed VI
Polytechnique,
Rabat, Maroc

Leonide Azah Awah
CODESRIA

Amy Niang (AN) : Dans le cadre d'une réflexion sur le Mali, sur le sens de la crise et sur les grandes questions qui secouent le Mali et le Sahel en général, nous préparons avec des collègues qui sont basés en Afrique et ailleurs dans le monde, un numéro spécial qui sortira en principe dans les semaines à venir dans le CODESRIA Bulletin. J'ai invité des collègues maliens et non maliens qui travaillent sur le Sahel, que ce soit sur des questions de gouvernance, de sécurité ou autre, pour qu'ils nous disent ce qu'ils pensent de la situation présente dans la région. Puisque le Mali est un sujet que vous maîtrisez bien, ayant servi comme numéro deux au sein de la

mission intégrée de l'ONU, nous avons pensé recueillir également vos impressions, pour nous permettre d'élargir les débats au-delà du cadre de la recherche et des chercheurs qui s'intéressent aussi aux questions d'actualité. À la fois professeur et praticien, vos impressions nous seront très précieuses.

Pour démarrer, ayant été impliqué dans les démarches de résolution de la crise de 2012, qui en quelque sorte a mené de manière assez indirecte et complexe à la crise présente, que vous inspire-t-elle ? Que vous inspirent les récents événements au Mali ?

Abdoulaye Bathily (AB) : Eh bien ! ce que je dois dire sur les récents événements au Mali, c'est que c'est un nouvel épisode d'une crise de longue durée qui se développe au Mali depuis la décolonisation. Plusieurs

étapes peuvent être prises en compte dans ce cadre-là. Tout d'abord, il faut noter que le Mali a accédé à l'indépendance dans le contexte très complexe de la guerre de libération en Algérie, cela a été un facteur important. Comme vous le savez, après l'indépendance du Mali, le nouveau gouvernement du Mali a abrité le Front de libération nationale de l'Algérie (FLN), dont une partie de la direction était basée à Gao, l'actuelle ville de Gao. Et justement, Boumedienne, qui à l'époque représentait le FLN de l'Algérie, habitait Gao, il y avait son quartier général, et à partir là, le FLN de l'Algérie recevait de l'aide matérielle, financière et évidemment diplomatique de ceux qu'on peut appeler les pays progressistes de l'Afrique de l'Ouest à l'époque, notamment la Guinée de Sékou Touré et le Ghana de Kwame Nkrumah. Et bien entendu, le FLN étant en guerre contre la France, qui faisait tout pour contrer le mouvement de libération nationale en essayant de constituer aux frontières du Mali un État tampon

qu'on appelait à l'époque l'Organisation commune des régions sahariennes (l'OCRS). La France ne voulait pas de l'indépendance de l'Algérie, et à défaut de contraindre le FLN à renoncer à sa guerre de libération nationale, la France voulait véritablement prendre possession de cette partie du territoire algérien (le Sud algérien), et à ce Sud algérien elle associait le Nord Mali, une partie de la Mauritanie et une partie du Niger; l'OCRS était une région qui, potentiellement, et même déjà activement, avait d'importantes réserves en gaz, et surtout en pétrole, que les Français avaient déjà commencé à exploiter. C'était aussi la zone où les Français avaient commencé à tester leurs armes nucléaires. Donc c'était une région stratégique pour la France. Malgré tout, comme on le sait, la France a conçu le projet de constitution d'un État au cœur du Sahara au détriment de la colonie du Mali (le Soudan français à l'époque), au détriment de la Mauritanie, au détriment du Niger et au détriment de l'Algérie. L'Algérie a pris son indépendance, mais – il faut le dire – les besoins stratégiques de la France ne s'accommodaient pas de cette situation. Il fallait tout faire, naturellement, pour que les choses, au Mali, échappent totalement au contrôle des maliens.

Les rébellions touarègues – qui correspondaient effectivement aussi, il faut le dire, au désir d'émancipation, tout au moins au niveau de la gouvernance –, les Français les ont évidemment exploitées pour soutenir le mouvement. Et ils l'ont fait avec une

partie de la communauté touarègue qu'on appelle les Ifoghas, autour de Kidal. Ainsi, s'est enraciné là-bas un mouvement de protestation contre le régime de Bamako, et c'est cette protestation qui s'est muée en mouvement de rébellion permanente pendant des décennies, s'est poursuivie jusqu'à la chute de Modibo Keita. Ensuite, pendant les vingt-trois ans de règne de Moussa Traoré, la rébellion s'est poursuivie, bien entendu. Et même après la chute de Moussa Traoré, la rébellion a continué contre l'État malien. Je crois que ce que l'on peut dire, c'est que c'est une longue histoire, et avec différentes péripéties. Et naturellement, il y a eu plusieurs tentatives de solution politique... des accords de paix ont été signés à différents moments. Je ne vais pas entrer dans les détails, mais ces accords de paix n'ont pas abouti à une paix durable, comme on le sait. Là-dessus, est intervenue la crise en Lybie.

La crise en Lybie a aggravé la situation, comme chacun le sait; à la chute du régime de Ghadafi, qui avait abrité beaucoup de Touaregs qui étaient allés en Lybie comme travailleurs, comme soldats, volontaires dans l'armée; certains ont même rejoint la légion arabe de Ghadafi. Il est de notoriété publique dans le milieu politique de Bamako qu'avec la chute éminente de Kadhafi, ces combattants avaient signé une sorte de contrat avec les Français, dans lequel ils devaient aider les forces alliées à se débarrasser de Kadhafi et, en retour, ils obtiendraient un soutien pour reconquérir leur espace

territorial dans le nord du Mali (des documents à l'appui sont maintenant disponibles).

Donc, naturellement – à la chute de Ghadafi –, ces soldats touaregs de l'armée libyenne sont revenus avec armes et bagages au Nord Mali et se sont installés à Kidal et dans tout le Nord. En plus de cela, ils se sont alliés aux groupes djihadistes et ils sont allés vers la conquête de pratiquement tout le territoire du Nord Mali : Tombouctou, Gao... et ils se sont installés; et évidemment en 2012, comme chacun le sait, ils étaient prêts à arriver jusqu'à Bamako.

Je ne pense pas qu'ils auraient pu arriver jusqu'à Bamako, contrairement à ce que l'on dit, ils n'avaient pas les moyens d'y arriver. Ils auraient été submergés de toute façon par les populations au sud. Ils n'auraient donc pas pu le faire. Ainsi, cette crise du Mali est l'aboutissement d'un long processus qui témoigne des velléités hégémoniques de la France d'une part, mais également du nouveau pouvoir algérien, et elle est également l'aboutissement de la mal gouvernance dans toute cette région du Nord Mali – et de manière plus générale de la mal gouvernance qui caractérise le régime malien, d'ailleurs comme tous les régimes de l'Afrique occidentale pendant cette période postcoloniale. De ce point de vue, le Mali n'est pas une particularité. On peut dire que la crise malienne est une version malienne de la crise africaine de la gouvernance dans le Sahel. Voilà, de manière ramassée, ce que je peux dire.

AN : Absolument ! Je vous remercie. Vous avez même anticipé sur certaines des questions que j'allais vous poser. Il me semble, dans ce que vous dites, que si l'on veut avoir une idée plus large des problèmes fondamentaux du Mali, il faut regarder bien au-delà du moment présent. Et aussi, de ce fait, appréhender la nature de l'État postcolonial, qui est tiraillé par des velléités hégémoniques entre des groupes qui ne s'accordent peut-être pas toujours dans leur compréhension de ce que c'est qu'être membre d'un État formel. On le voit avec les Touaregs, mais ils ne sont pas les seuls. S'il faut avoir une appréciation plus large, une vision plus globale des problèmes du Mali, comment appréciez-vous les démarches qui ont été entreprises dans le passé, et aussi plus récemment, durant ces dernières semaines, pour résoudre la crise ? Est-ce qu'il n'y a pas un décalage entre la profondeur des problèmes et les mesures qui sont en général adoptées pour les résoudre ?

AB : Ce que l'on peut dire, c'est que jusqu'ici, il y a eu des tentatives de solutions, mais qui ont été des solutions partielles, partiales mêmes ; parce que cette crise de la gouvernance, comme je l'ai dit, a ses dimensions extérieures, les relations extérieures entre le Mali et les États voisins. Le Sahel comprend plusieurs pays : le Niger, l'Algérie, la Guinée, le Sénégal, le Burkina Faso... Tous sont des pays voisins, mais il y a aussi un autre pays voisin lointain qui est la France. Le Mali n'a pas de frontières physiques avec

la France, mais des frontières géopolitiques ; et c'est une dimension importante de la crise malienne. Ensuite, comme je l'ai dit, il y a une crise d'identité dans tous les pays sahéliens et dans tous les pays postcoloniaux, et c'est une crise d'identité qui n'a pas été réglée de manière durable, parce que cette crise de la gouvernance, pour sa solution, n'a pas pris en compte les réalités de l'identité culturelle des différentes composantes de la nation malienne, d'ailleurs, pas seulement des Touaregs, mais on le voit aujourd'hui avec le problème des Peuls, des pasteurs nomades notamment. De manière générale, avec les changements climatiques qui se sont opérés dans toute la région du Sahel, les sociétés ont subi les effets, sont en train de subir les effets du changement climatique. La lutte pour le contrôle des routes, l'eau, la terre, les zones de pâturage, les forêts, tout cela constitue des enjeux entre les populations. Donc l'État n'a pas mis en œuvre des politiques pourvoyant d'une part à la gestion durable de ces ressources naturelles, et d'autre part à leur répartition entre les populations pour assurer à la fois une bonne cohabitation et de bonnes relations entre l'État et ses différentes populations. De telle sorte que dans tous les pays du Sahel aujourd'hui, de la Mauritanie jusqu'au Tchad et au-delà, il y a cette problématique des conséquences de la gestion des ressources naturelles et des conséquences, de façon plus générale, des changements climatiques, dans les politiques gouvernementales. Alors je crois que ça, c'est

un aspect très important. Il y a aussi un autre aspect très important, quand on parle de gouvernance, il s'agit de la gouvernance économique. Dans toutes ces régions, il n'y a pas vraiment eu de politique de mise en valeur, de politiques de développement qui intègrent vraiment toutes les régions, toutes les sous-régions d'un même pays. En réalité, c'est le mode d'exploitation coloniale qui a été perpétué après les indépendances.

Au Mali c'est la culture du coton, ce sont les ressources minières, et même ces ressources minières ont été surtout développées à l'ouest du pays dans la région de Kayes. Mais dans la région du Nord, qui est aussi un enjeu géopolitique très important, les ressources minières n'ont pas été développées, parce que c'est une région, évidemment, qui est en marge, très éloignée des grands centres urbains, mais qui a un potentiel très important, par exemple sur la zone couverte par ce que l'on appelle le bassin de Taoudéni. Le bassin sédimentaire de Taoudéni est partagé entre le Mali, la Mauritanie et l'Algérie. L'Algérie exploite sa partie du bassin sédimentaire de Taoudéni. C'est de là que proviennent le pétrole et le gaz algériens, dans cette région frontalière avec le Mali. La Mauritanie également exploite déjà. Il y a de l'or, il y a d'autres minerais importants, beaucoup de minerais stratégiques dans cette région. Le Mali est, des trois pays de ce bassin sédimentaire, celui qui n'a pas encore exploité sa partie du bassin de Taoudéni. Par conséquent,

il attire les convoitises des multinationales, et de la France en particulier. Donc il y a ce problème qui se pose. Il y a la nécessité d'un équilibre dans le développement du Mali.

Il y a aussi, jusqu'ici, ce que l'on peut considérer comme le pacte colonial, qui est mis en œuvre malgré les multiples régimes qui se sont succédé. Il n'y a pas eu fondamentalement de changement de politique de développement économique au service des peuples. Quand vous regardez les voies de communication par exemple de Bamako à Gao, à Tombouctou ou Kidal, il n'y a pratiquement pas de routes praticables jusqu'ici ! Par conséquent, le pays n'est pas intégré du point de vue de la vie des relations. C'est encore très rudimentaire ! Quand vous allez aujourd'hui à Kidal, que vous allez à Tessalit ou dans des localités plus au nord, la vie économique est beaucoup plus centrée sur l'Algérie, dans le cadre des relations datant de la période coloniale et même du commerce transsaharien bien avant la colonisation. Donc, il n'y a pas eu une intégration économique à l'intérieur du territoire malien. Mais ça, c'est une dimension que l'on retrouve dans presque tous les pays sahéliens, que vous preniez le cas du Burkina, celui du Niger, celui du Sénégal, celui du Tchad. Il y a toujours eu, depuis la période coloniale, des régions qui ont été considérées comme utiles et d'autres qui sont marginalisées. De ce fait, à partir de ces déficits de la gouvernance à la fois politique, économique, sociale et culturelle, se sont sédimentées

des revendications qui ont alimenté en quelque sorte ces rébellions et ces crises politiques récurrentes au Mali.

AN : Et on voit bien, en fait, les conséquences désastreuses de cette négligence de l'État, par exemple dans le centre du Mali, où des groupes ont pris en charge leur propre sécurité parce qu'ils sentaient que l'État n'était pas là effectivement. Il y a même des groupes qui perçoivent l'État comme une sorte d'occupant, parce qu'ils ne viennent en contact avec l'État que durant des moments de crise et de tension et selon un mode violent. Dans le centre du Mali, l'État s'est appuyé sur des milices armées et cela a donné en fin de compte cette série de tentatives de purge ethnique qu'on a observée ces derniers mois et ces dernières années. Les conséquences de cette négligence sont donc profondes et ça va bien au-delà de la question de la marginalisation de certains groupes.

AB : Vous savez que le Mali a une très longue histoire. Tous les grands États traditionnels avant la colonisation ont eu le Mali comme épicerie. Que ce soient les anciens empires du Ghana, l'ancien empire du Mali, l'ancien empire Songhaï, ce sont des empires multiethniques, multiraciaux ; ce sont des États qui ont réussi, à la période précoloniale, à intégrer leurs populations, contrairement à ce que l'on pense souvent en analysant le Mali. L'idée selon laquelle le nord serait habité par des Blancs, des Touaregs, est absolument fautive. L'ancien empire du Ghana, l'empire du Mali, l'empire Songhaï ont été des empires multiraciaux qui

ont intégré des populations de cultures diverses. Ce sont des empires qui s'étendaient sur des milliers de kilomètres, dont la superficie était beaucoup plus importante que le Mali actuel, ils allaient du Sahara à l'Atlantique. Ils ont réussi par des modes de gouvernance qui prenaient en compte la diversité des populations, et qui donnaient une économie aux réalités locales, aux pouvoirs locaux, et parvenaient à faire coexister ces différentes populations et à s'exercer pendant des siècles sans interruption.

AN : Pourquoi les États modernes n'ont-ils pas réussi à faire cela ?

AB : Et bien ! c'est parce qu'il y a eu une rupture dans ces modes de gouvernance. Vous savez, la première République du Mali, sous Modibo Keita, avait tenté tant bien que mal de renouer avec cette tradition d'intégration. Pendant la lutte pour l'indépendance, le Rassemblement démocratique africain (RDA), ainsi que l'Union soudanaise-Rassemblement démocratique africain, la fraction de ce parti qui a pris le pouvoir à l'occasion des indépendances en 1960 avec Modibo Keita, avaient une vision de cela. Mais comme vous le savez, dès 1968, donc huit ans après les indépendances, il fut renversé par un coup d'État militaire. Et en réalité, le Mali a aussi souffert de ce que l'on peut appeler les conséquences néfastes des régimes militaires. Moussa Traoré est resté au pouvoir pendant 23 ans. Et comme on le sait, la culture militaire ne s'accorde pas avec une gestion démocratique,

une vision démocratique de la société. C'est la force et le régime militaire au niveau central, mais au niveau local aussi ; dans les cercles, dans les régions, ce sont les militaires qui géraient le pays. Et donc, ils avaient tendance à utiliser la force, la violence. Ce mode de gestion des populations par la force, par la violence, a eu comme conséquence non seulement d'exacerber les conflits entre l'État central et les populations à la base, mais par la suite, il a également eu pour conséquence d'exacerber les contradictions internes au sein des sociétés locales. Et quand vous ajoutez à cette situation ce que nous avons évoqué tout à l'heure, les conséquences des changements climatiques sur le mode d'existence des populations, il y a de la sorte plusieurs facteurs qui se sont sédimentés ainsi, pour donner à la crise malienne ce caractère pluridimensionnel.

AN : Oui, elle est marquée par une violence que l'on avait rarement vue pendant les crises précédentes. À partir de 2003 la violence est devenue un instrument à la fois militaire, politique, et économique. Certains groupes ont compris que prendre les armes est une manière de se faire entendre, de se faire inviter à des discussions quand il y en a. En même temps, la gestion sécuritaire du problème du Sahel semble aussi créer un effet domino ; la sécurité devient prioritaire et incontournable, même s'il y a d'autres problèmes à traiter. En même temps, la violence émerge d'une manière qu'on a rarement vue dans le passé.

AB : L'accumulation des multiples crises sociales dont nous avons parlé est également illustrée par la crise sécuritaire. La crise sécuritaire qui, naturellement, a aussi plusieurs aspects : il y a d'une part l'aspect du radicalisme, c'est-à-dire le slogan de l'islamisme, mais dans ce contexte de crise économique, il y a eu aussi d'autre part ce que l'on peut également appeler le développement de l'économie criminelle. Dans tout le Sahel, il y a des trafiquants de toute sorte : trafiquants de cigarettes, trafiquants de tissus, mais aussi trafiquants de drogue. On a vu se développer, au cours des décennies, une connexion entre la grande criminalité et les réseaux locaux. La grande criminalité de la drogue venue de l'Atlantique à travers les réseaux mafieux de l'Amérique du Sud qui, étant bloqués dans l'Atlantique nord à cause d'une surveillance plus grande de la marine et de l'OTAN, ont eu tendance à se porter vers le golfe de Guinée, entre la côte sénégalaise et le golfe de Guinée. Avec les crises de gouvernance qui ont eu lieu au Libéria, en Sierra Leone, dans les années 1980, ces réseaux mafieux se sont infiltrés à travers la Guinée-Bissau, le Libéria, la Guinée Conakry et ont pris le relais avec les réseaux mafieux du Sahara ; à tel point qu'aujourd'hui, on a une sorte d'arc du grand trafic de tous les réseaux mafieux de l'Atlantique au Sahara jusqu'à la Méditerranée. Donc ça aussi, c'est une dimension extrêmement importante. On a vu, par exemple, comment sous le régime du président Amadou Toumani Touré (ATT), tout un avion a été

arraisonné ; il était rempli de drogue (jusqu'à présent, on n'a pas pu faire la lumière), et chez nous (au Sénégal) où les douaniers font un peu leur travail, des policiers ou des gendarmes interceptent régulièrement des camions entiers remplis de drogue ; mais en réalité ces réseaux mafieux ont infiltré l'administration, ont infiltré tous les corps de l'État malien aujourd'hui et ça, c'est aussi un aspect très important.

En plus du trafic, le banditisme est également un problème de sécurité majeur. Différents groupes cherchent à s'armer contre les attaques des bandits. Les jeunes peuls par exemple, qui ont perdu leurs troupeaux du fait des changements climatiques, ont tendance à se mettre au service des trafiquants de drogue qui leur fournissent quelque fois des armes. Beaucoup de ces jeunes aujourd'hui sont recrutés par les réseaux mafieux parce qu'ils connaissent bien le terrain, ils connaissent bien les différentes zones, les zones de sable, toutes les caches, ils arrivent à créer des couloirs de transport des marchandises de trafic. Naturellement, ils reçoivent en contrepartie de l'argent, des armes et ils alimentent de ce fait à leur tour des mouvements armés. De sorte qu'il y a là en effet, un réseau inextricable aujourd'hui, qui s'est établi entre les crises politiques, les crises sociales, les crises de la gouvernance de manière générale, et le grand banditisme dans les pays du Sahel. Ça aussi, c'est une dimension de la crise malienne qu'il faut prendre en compte.

AN : Absolument ! On fait en général une distinction qui peut être trompeuse entre acteur étatique et acteur non étatique. Là, vous venez de démontrer qu'en fait cette distinction ne tient pas quand on essaye de démêler un peu les réseaux de criminalité transnationale et les réseaux locaux. On a aussi tendance à imputer le problème de gouvernance à la faiblesse des institutions, mais on se rend compte que ce sont des éléments de ces institutions qui sont aussi impliqués dans les réseaux de trafic, et en fin de compte, même les militaires semblent attacher beaucoup d'importance aux institutions, ils disent : « nous sommes respectueux des institutions et de l'ordre constitutionnel ». Il y a le respect de ces institutions, en même temps il y a aussi une tendance à les instrumentaliser, à les dévoyer, ce qui donne peut-être la fausse impression qu'elles sont faibles, et que le problème, c'est un problème de faiblesse institutionnelle, et beaucoup moins celui de la manière dont ces institutions-là ont tendance à être déployées.

AB : Oui, ces institutions sont presque toutes désincarnées. Je vous ai dit tout à l'heure que le Mali n'a pas connu de stabilité politique. Depuis 1968, quand le régime de Modibo Keita a été renversé, il a été remplacé par un régime militaire pur et dur, pendant 23 ans. Lui-même a été renversé de manière violente. Et vous avez remarqué que, depuis les indépendances, il n'y a qu'un seul président qui a terminé deux mandats, c'est le président Alpha Oumar Konaré; et avec beaucoup de difficultés. ATT (Amadou

Toumani Touré) a été renversé, et maintenant le président Ibrahim Boubacar Keïta (IBK) vient d'être renversé. Par conséquent, aujourd'hui, la démocratie n'a pas pu fonctionner. En réalité, le pays n'a pas pu être guéri du syndrome du régime militaire. Même ATT, qui était lui-même militaire, n'a pas remanié, n'a pas réformé profondément l'institution militaire elle-même. Et la démocratie qui fonctionnait, que l'on appelait la démocratie consensuelle en son temps, en réalité, était un semblant, puisque les institutions fonctionnaient à vide. L'Assemblée nationale ne jouait plus son rôle de contrôle de l'exécutif. L'exécutif lui-même était réduit à la présidence de la République : l'hyper-présidentialisation. Et ça, c'est un phénomène que l'on voit un peu partout dans tous les pays du Sahel. Donc les institutions fonctionnent à vide, parce qu'elles ne sont pas animées par des principes de régulation des uns et des autres; de telle sorte qu'on parle aujourd'hui de refonder l'État malien. Et ça, c'est un travail de longue haleine. On le voit actuellement, avec la mise en place du nouveau régime – parce que jusqu'ici il faut considérer que, malgré les manifestations du M5 pendant des semaines et des semaines, le résultat pour l'heure, c'est un nouveau régime militaire qui s'est installé, pour 18 mois dit-on. On ne sait même pas s'il ne va pas aller au-delà. À l'heure actuelle, tout porte à croire que les militaires ont le contrôle. Il n'y a pas, jusqu'ici, de contrôle citoyen sur le nouveau régime en place. Ce sont les militaires qui tiennent le gouvernail. Et

ils sont omniprésents dans le gouvernement. Même pour le président, ils sont allés prendre un colonel à la retraite, ce qui en dit long sur leur volonté : l'accaparement du pouvoir. Les autres institutions de la transition sont sous la surveillance des porteurs de baïonnettes. C'est ça, la réalité, aujourd'hui ! On n'est donc pas encore dans une perspective de refondation sur des bases démocratiques d'un nouvel État malien. C'est ce que je vois pour le moment. Malgré une lutte, des sacrifices consentis par des manifestants pendant des semaines et des semaines !

AN : Effectivement, les militaires ne semblent pas vouloir rendre l'État comme ils avaient promis de le faire, et on a comme l'impression d'avoir perdu sept, voire huit ans à des tractations politiciennes; parce que nous avons un scénario qui est très similaire à ce que nous avons en 2013. Il y a eu une crise à la tête de l'État, un coup d'État, ensuite une transition. On se rue vers des élections au bout de quelques mois. En même temps, les préoccupations des Maliens, qui les avaient fait sortir dans la rue pendant des semaines, sont entièrement ignorées et ne figurent même pas dans les discussions qui ont lieu entre élites militaires et élites politiques. Et de ce fait, quelque part, si on ne peut pas dire que l'on est retourné au même scénario qu'en 2013, il y a une sorte de déjà-vu dans ce qui se passe en ce moment.

AB : Absolument ! Et c'est d'autant plus grave que s'il n'y a pas un correctif qui est apporté à la transition telle

qu'elle a commencé, on risque d'arriver à une aggravation de la crise ; parce qu'aujourd'hui, les solutions qui semblent être envisagées ne vont pas dans le sens d'un véritable consensus ; parce que les forces vives qui ont participé au renversement du régime d'IBK sont mécontentes, en tout cas, elles ne sont pas satisfaites de la tournure actuelle des événements. Et dans un contexte où les militaires eux-mêmes ne semblent pas avoir une vision très claire de ce que sera le Mali de demain, évidemment, on risque d'aboutir à une sorte d'aggravation de la situation. Puisqu'aussi bien l'État a perdu le contrôle du nord, l'État a perdu le contrôle du centre et même de l'ouest, aujourd'hui, il y a des velléités presque partout, dans toutes les régions du Mali. Aujourd'hui, il y a des velléités de soulèvement contre le pouvoir central ; et s'il n'y a pas une rectification de la tendance actuelle de la transition, on risque d'avoir une sorte de déliquescence qui va s'accroître.

AN : J'ai deux ou trois questions qui ont plutôt trait à l'administration en partie du Mali par la force multinationale qui est en place depuis 2013. Il y a quelque chose d'absurde dans le fait qu'il y ait plus de vingt mille individus, troupes et personnels, si on inclut la force Barkhane, des assistants techniques de toute sorte, qui interviennent dans le cadre de l'intervention de l'ONU. Il y a également le G5 Sahel... Toutes ces forces sont en présence, mais il y a une très grande déconnexion entre leur manière d'administrer le

problème de la sécurité au Mali – et les problèmes du Mali en général –, et ce que vous venez de dire en relation avec la conception de la démocratie, qui est prise entre une vision électorale du changement et le manque de consensus. Il y a des écarts, dans ce sens-là, entre la présence d'éléments extérieurs, un système de démocratie qui a du mal à prendre, et le problème des Maliens qui reste le même, c'est à dire des besoins d'infrastructures, d'écoles, etc.

AB : La Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali (MINUSMA) a été mise en place dans un contexte où théoriquement, elle devait prendre le relais de la présence militaire française qui a stoppé le mouvement djihadiste. Mais aujourd'hui, la question du mandat de la MINUSMA se pose, parce qu'en réalité on se rend bien compte que d'abord, ce mandat est inadéquat, parce qu'il ne prend en compte que la dimension militaire et sécuritaire ; et même ça, le rôle qu'il joue, ne participe pas du renforcement des capacités militaires de l'État malien. Vous savez, aujourd'hui, ils ont sur place plus de 20 000 hommes bien équipés, bien armés ; ils ont des avions, et bien plus, il y a la force Barkhane qui est là, qui est très bien armée, très bien équipée ; il y a plusieurs missions de l'Union européenne, beaucoup de pays européens qui ont leurs propres services de renseignement au Mali et qui organisent un système d'écoute ; en plus, ils ont des drones, donc tous les moyens modernes. A côté

de cela, l'armée malienne est sous-équipée en tout, n'a aucun moyen ni matériel ni de renseignement, or ce déséquilibre-là ne peut pas contribuer aujourd'hui à la stabilisation même de la sécurité du Mali, et c'est ce que l'on voit. Tous les jours, il y a des soldats maliens qui tombent, parce qu'ils n'ont pas les moyens ; alors qu'aussi bien la MINUSMA que Barkhane, ou les autres missions militaires européennes ou asiatiques ou françaises, ils ont tous ces moyens-là : ils ont des blindés, ils ont des avions, des moyens d'écoute, tous ces moyens qui font qu'il y a très peu de morts de leur côté.

Les Français se plaignent quand il y a... combien de morts ? Quand il y a un mort français, à côté il y a des centaines de morts, ne serait-ce que de militaires maliens ! Sans compter bien évidemment les civils. Donc, il y a quelque chose qui ne va pas. Tout le monde se rend bien compte que cette mission multinationale, dans toutes ses composantes, ne règle pas aujourd'hui les problèmes sécuritaires au Mali. Ensuite, la dimension de stabilisation, c'est plus d'un milliard de dollars de budget que coûte cette mission multinationale ! Par ailleurs, une bonne partie de l'équipement, des dépenses de ce budget, vient de l'extérieur. Certes, il s'agit de payer à la fois les soldats, les différents fonctionnaires de la mission, mais même les approvisionnements viennent de l'extérieur, donc l'impact sur l'économie malienne est très faible. Ensuite, du point de vue politique, le rôle de la

MINUSMA et de ses différentes missions internationales doit être revu complètement. On voit bien que, politiquement, ça n'a pas abouti à un changement complet de paradigme, puisque l'État malien fonctionne de son côté avec toutes ces crises de la gouvernance et les manifestations qu'on a vues ; et ça n'a pas changé, alors qu'en 2013, il y avait un immense espoir : les gens pensaient que le président Ibrahim Boubacar Keïta, avec son slogan « le Mali d'abord », allait exercer une autorité dans le pays, traduire ensuite cette autorité par une vision sur le terrain, mais c'était du business as usual. La MINUSMA fonctionne de son côté, les missions internationales fonctionnent de leur côté, l'État malien fonctionne selon ses propres règles.

Donc, il n'y a pas eu vraiment de vision commune pour prévoir comment, dans quels domaines les missions internationales peuvent appuyer l'État malien ou la société malienne. Par exemple, en termes de médiation, on a vu que toutes ces crises au centre, entre les différentes communautés, la MINUSMA n'y peut rien. Elle n'a même pas les moyens politiques, les ressources humaines pour faire face à cette situation et peut-être même pas les outils pour faire face à ce type de crises ! Donc il est question aujourd'hui, à mon avis, de revoir de fond en comble toutes les missions internationales, que ce soit la MINUSMA, que ce soit Barkhane, que ce soit les missions européennes. Il faut tout revoir entièrement ! Et d'ailleurs, c'est une problématique qui aujourd'hui

est à l'ordre du jour. Tout le système de maintien de la paix des Nations Unies doit être revu. Je ne vais pas jusqu'à dire comme le président Museveni : «they are military tourists» (ce sont des touristes militaires !), mais aujourd'hui, de la manière dont ces missions fonctionnent, cela ne correspond à rien ; que ce soit la Mission de l'Organisation des Nations unies en République démocratique du Congo (MONUSCO), que ce soit la MINUSMA ou le Darfour, il faut revoir entièrement les choses et les ressources qui sont disponibles ; il vaut mieux aussi les mettre à la disposition des États rénovés, parce que si on donne de l'argent, cela va directement dans la corruption comme c'est le cas aujourd'hui, où la gestion du gouvernement de Ibrahim Boubacar Keïta est décriée. D'ailleurs c'est l'une des raisons de sa chute : les révélations qui ont été faites sur les détournements, sur les commandes de matériels militaires et autres. Donc il faut accompagner une rénovation des missions internationales, une rénovation de l'État, et pour cela, il faut que les acteurs eux-mêmes se responsabilisent et soient responsabilisés dans ce sens.

AN : Parfaitement... et de manière plus générale la pertinence du modèle onusien dans le monde actuel. Mais il n'y a pas que les États, il y a des forces non-étatiques aussi, qui sont importantes – sinon beaucoup plus importantes que les États – et qui sont de manière directe ou indirecte impliquées dans les crises. Et par conséquent, la manière de gérer les crises doit également changer, dans

un sens qui prend en compte la responsabilité de ces acteurs. J'imagine que c'est une question qui va au-delà du Sahel.

Peut-être une toute dernière question sur l'approche régionale de la gestion de crise par la CEDEAO. Les Maliens n'étaient pas contents du fait qu'ils aient été en quelque sorte punis par l'organisation, pour ce dont ils n'étaient pas responsables. En même temps, ils ont senti qu'il y a une approche conservatrice de gestion de la crise au sein d'une élite restreinte. La CEDEAO n'a d'autres interlocuteurs que les militaires et les représentants de l'État. La société civile n'est présente que de manière symbolique, et il n'y a pas de réelle intégration de cette société civile dans les discussions – et donc une bonne prise en charge des vrais problèmes des Maliens. Pensez-vous que la CEDEAO – et aussi l'Union africaine de manière générale – doit changer son approche de résolution des crises de ce genre en Afrique ?

AB : La CEDEAO est aujourd'hui en crise, une crise qui est à l'image de celle que traversent ses États membres. Ce qu'on peut constater, c'est qu'aujourd'hui, la CEDEAO n'est pas à même de répondre aux exigences démocratiques citoyennes auxquelles les peuples aspirent dans la sous-région. Pendant une décennie, dans la décennie des années 1990, la CEDEAO avait connu des progrès considérables : à la suite de la guerre du Libéria et de la Sierra Leone, et de la démocratisation dans certains grands pays de la région, par exemple au

Nigeria, au Ghana, la société civile a été intégrée dans les processus décisionnels de la CEDEAO. Et pendant cette période de la décennie des années 1990, d'importantes avancées ont été faites dans la rédaction des protocoles de la bonne gouvernance concernant les élections, etc. incontestablement. D'ailleurs, si vous regardez bien, les protocoles de l'Union africaine sont fondés, ont été inspirés par les protocoles de la CEDEAO. Mais depuis une décennie, depuis quelques années en tout cas, la CEDEAO est en recul par rapport à ces avancées qui ont été enregistrées. Aujourd'hui, la CEDEAO donne l'image d'un syndicat des chefs d'État. C'est comme cela qu'elle est perçue par les citoyens. Elle ne se préoccupe plus de la situation des droits humains et se préoccupe moins de la situation de la démocratie – du moins dans leurs aspects fondamentaux – que de leurs aspects formels.

Et aujourd'hui le cas du Mali est là. On parle de plus en plus à la fois de coup d'État militaire et de coup d'État constitutionnel. De plus en plus, dans tous les pays de la CEDEAO, il y a des velléités anticonstitutionnelles et il y a des coups d'État constitutionnels qui sont à l'œuvre. Que vous preniez le cas de la Guinée Conakry, celui de la Côte d'Ivoire, celui du Togo, ce sont des coups d'État constitutionnels qui sont à l'œuvre. Et dans d'autres pays également, il y a des velléités de troisième mandat, comme on le dit. La CEDEAO fait l'impasse sur ces questions qui sont au cœur des problèmes de gouvernance

dans la sous-région; parce que ce sont les crises de gouvernance politique qui entraînent plus tard toutes ces crises sécuritaires dans les différents pays. Les Maliens, à juste raison, ont estimé qu'ils ont été injustement punis par la CEDEAO, alors que lorsqu'il y a un coup d'État constitutionnel qui se déroule en Guinée, la CEDEAO ne dit rien; la CEDEAO même avalise; en Côte d'Ivoire, elle avalise; au Togo, elle avalise. Elle se contente de l'aspect formel du coup d'État militaire que tout le monde voyait venir en ce qui concerne le Mali. De sorte qu'aujourd'hui, il est absolument nécessaire de procéder à une révision profonde du fonctionnement de la CEDEAO. Et surtout de faire non seulement une relecture, mais un approfondissement des protocoles pour inclure ces dimensions-là. Sinon, évidemment, cela ne pourra pas fonctionner. Et puis tout le monde a su, de toute façon, que les sanctions contre le Mali ont été prises, non pas par la CEDEAO en tant que telle, mais par les pays de l'UEMOA. Ce sont les pays de l'UEMOA qui ont pris les sanctions contre le Mali. Ce n'est pas la CEDEAO globalement, parce que les autres pays de la CEDEAO n'ont pas de frontières communes avec le Mali. Les autres pays qui ont des frontières communes avec le Mali, ce sont l'Algérie, la Mauritanie... évidemment, ils n'ont pas été concernés par ces sanctions, et même la Guinée n'a pas été concernée par ces sanctions. De sorte qu'il y a cette dimension également géopolitique qu'il faut prendre en compte.

Là encore, il y a la présence du huitième État frontalier du Mali, enfin l'autre État-frontière géopolitique du Mali : la France, qui est derrière. Et même, quand vous voyez aujourd'hui tout le processus qui a conduit à la libération des otages, Soumaïla Cissé et puis l'autre otage française (Sophie Pétronin), évidemment, vous savez que l'État malien n'a pas joué un grand rôle. Ce qui a joué un grand rôle, c'est vraiment la mission française au Mali. De telle sorte qu'aujourd'hui, il est absolument nécessaire que les citoyens de la CEDEAO, que la société civile de la CEDEAO, que les organisations démocratiques dans les différents pays se mobilisent pour une réforme fondamentale de la CEDEAO, de ses protocoles, de sa charte pour la rendre opérationnelle au profit des avancées démocratiques.

AN : J'avais dit que c'était la toute dernière question, mais quelque chose que vous venez de dire m'a quand même interpellée. Quand vous dites que la France est le huitième pays frontalier du Mali – et en prenant aussi en compte tout ce que vous avez dit depuis le départ – il est manifeste que le futur du monde se joue en partie dans le Sahel, mais qu'il n'y a pas encore une claire conscience des enjeux du moment et du futur au sein des populations du Sahel en général, et qu'il y a lieu de repenser de manière beaucoup plus globale, beaucoup plus complexe, au-delà des crises momentanées, à quoi on est vraiment confronté dans cette partie du monde.

AB : Moi, je milite véritablement pour un mouvement à l'échelle du continent qui réviser profondément notre vision de notre continent et son rôle dans le monde actuel. Il est clair aujourd'hui que ce qui se passe au Sahel, (mais aussi sur le continent) c'est que depuis plus d'une décennie, ce que j'ai appelé une nouvelle conférence de Berlin est en train de s'y dérouler, avec les grandes puissances, nos soi-disant partenaires, qui sont en train de se partager le continent. Au niveau du Sahel également, il y a une lutte pour imposer un rôle au Sahel, faire en sorte que le Sahel devienne une sorte d'espace territorial arrimé à l'Europe. Et au Mali, aujourd'hui, que ce soit le problème du G5 Sahel, que ce soit l'alliance pour le Sahel et tout ce que vous voyez se déployer là-bas comme force sur le terrain, cela veut dire que le Sahel est aujourd'hui un enjeu, et il faut que les Africains, dans une vision panafricaine, se saisissent de cette question et, de manière transfrontière, essayent de résoudre politiquement cette question. C'est pourquoi je disais plus tôt, non seulement pour les réformes au sein de la CEDEAO, mais même au-delà, de l'Union africaine, qu'il

faut que les peuples africains, à travers des organisations politiques, démocratiques, à travers des organisations de la société civile, des mouvements culturels, se ressaisissent de cette question et véritablement, luttent pour ce que je peux appeler la deuxième, ou troisième indépendance maintenant.

AN : La deuxième ! Nous avons mis en place un collectif et je pense que vous aviez signé notre Déclaration d'avril. L'idée est justement d'entamer une réflexion globale sur les grandes questions auxquelles le continent est confronté. On espère pouvoir compter sur vos sages conseils.

AB : Je suis un soldat de la lutte pour l'indépendance du continent.

AN : Je vous remercie infiniment pour votre disponibilité et pour avoir pris le temps de creuser en profondeur les dimensions multiples de la crise dans le Sahel. Je vous remercie encore pour votre disponibilité et vos sages paroles.

AB : C'est moi qui vous remercie beaucoup pour votre disponibilité aussi, et pour votre sagacité. Merci pour tout !

* **Abdoulaye Bathily** est Docteur d'État ès Lettres et Sciences Humaines de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar et titulaire d'un PhD en Histoire de l'University of Birginingham au Royaume Uni. Il a également plus de 40 ans d'expérience dans le domaine de la politique au Sénégal où il a occupé différents postes ministériels, de député et de Secrétaire général. Il a participé à plusieurs missions officielles ou non officielles, sur la gestion de conflit ou de crise en Afrique, représentant de la CEDEAO, de l'Union africaine ou de l'Organisation internationale de la Francophonie, entre autres au Mali, Libéria, Sierra-Leone, Guinée Bissau, Niger, Madagascar, Guinée. Il est auteur de nombreux publications et articles sur des questions africaines et internationales dans le domaine de la politique, académique, militaire et de la sécurité, notamment : *The Military and Militarism in Africa* (1999), Mai 68 à Dakar : la Révolte Universitaire et la Démocratie (1992), *Les Portes de l'Or* (1989) ; *Le Royaume de Galam* ; *Sénégal de l'ère musulmane aux temps des négriers (VIIIe-XVIIIe siècle)*, Paris, Harmattan, 1989. Le professeur Bathily est actuellement Maître de Conférences invité à King's College London, et Conseiller politique à la Fondation Mo Ibrahim.

CODESRIA

Bulletin

Équipe de la Publication

Ibrahim Oanda
Chifaou Amzat
Diama Bèye
Yves Eric Elouga
Sériane Ajavon
Alpha Ousmane Dia

Pour les contributions et informations, prière de s'adresser à :

Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique
Avenue Cheikh Anta Diop x Canal IV
B.P. : 3304, Dakar,
CP 18524, Sénégal
Tél : +221 33 825 98 22 / 23
Fax : +221 33 824 12 89

Courriel : publications@codesria.org
Site web : www.codesria.org

Le Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique (CODESRIA) est une organisation indépendante dont le principal objectif est de faciliter et de promouvoir une forme de publication basée sur la recherche, de créer plusieurs forums permettant aux chercheurs africains d'échanger des opinions et des informations. Le Conseil cherche ainsi à lutter contre la fragmentation de la recherche dans le continent africain à travers la mise en place de réseaux de recherche thématiques qui transcendent toutes les barrières linguistiques et régionales.

Le CODESRIA publie une revue trimestrielle, intitulée *Afrique et Développement*, qui est la plus ancienne revue de sciences sociales basée sur l'Afrique, *Afrika Zamani* qui est une revue d'histoire ; la *Revue Africaine de Sociologie* ; la *Revue Africaine des Livres* et la *Revue de l'Enseignement Supérieur en Afrique*. Le CODESRIA co-publie également *Identité, Culture et Politique : un Dialogue Afro-Asiatique* ; ainsi que *Sélections Afro-Arabes pour les Sciences Sociales*. Les résultats de recherche, ainsi que les autres activités de l'institution sont aussi diffusés à travers les Documents de travail, la *Série des Livres du CODESRIA*, les *Notes de politique* et le *Bulletin du CODESRIA*. Une sélection des publications du CODESRIA est aussi accessible au www.codesria.org

Le CODESRIA exprime sa profonde gratitude à la *Swedish International Development Corporation Agency (SIDA)*, à la *Carnegie Corporation de New York (CCNY)*, à la *foundation Andrew W. Mellon*, à l'*Open Society Foundations (OSFs)* à l'*UNESCO*, à la *foundation Oumou Dilly*, à la *Fondation Ford* ainsi qu'au *Gouvernement du Sénégal* pour le soutien apporté aux programmes de recherche, de formation et de publication du Conseil.

© Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique 2020



Ce bulletin trimestriel est distribué à titre gracieux à tous les instituts de recherche et facultés africaines. Il a pour objectif de stimuler la discussion, les échanges d'informations et d'encourager la coopération en matière de recherche. Les communications sur les questions théoriques, les rapports de conférences et séminaires, et les études récentes sont les bienvenus.